

L'ÉCONOMIE ARGENTINE ET L'AGRICULTURE D'EXPORTATION, 2002-2009 : ENJEUX ET CONFLITS

Hillcoat, Guillermo¹

Recibido: 28-09-2009

Revisado: 19-10-2009

Aceptado: 19-10-2009

RÉSUMÉ

La conjoncture internationale amorcée fin 2002 ouvre une période de croissance économique forte et soutenue (2002-2008) son corollaire : une forte poussée du commerce international et une amélioration sans précédent des termes de l'échange en faveur des pays producteurs de matières premières. Dans le cas de l'Argentine, l'augmentation des exportations agricoles et l'amélioration des termes de l'échange ont contribué dans cette période à l'assainissement des finances publiques et à l'apparition d'un excédent commercial substantiel, conduisant donc à une amélioration sensible de la balance courante. Parallèlement la croissance économique et le solde extérieur positif ont permis de gommer les problèmes de compétitivité qui demeurent, tel que l'illustre la balance bilatérale avec le Brésil et la Chine. Néanmoins la politique de taxation sur les exportations reimplantée à partir de 2002 plus un certain nombre de mesures administratives d'interdiction ou de restriction quantitative vont pénaliser certains produits (le lait et la viande, ensuite le blé et le maïs), et renforcer le biais favorable à la culture du soja. Le gonflement des dépenses publiques, induit par une politique pro cyclique doublée de la mise en place des subventions diverses au profit du secteur industriel et des services, débouche sur un alourdissement des prélèvements sur les exportations. Le niveau de taxation franchit le seuil de tolérance des producteurs en mars 2008. Le bras de fer avec le gouvernement débouche sur un long conflit. Au dernier trimestre 2008, le contexte économique international se dégrade. La chute des prix des matières premières rend insoutenable cette politique et pose un défi majeur à la gestion macro-économique en vigueur.

Mots-clé : exportations agricoles, politique commerciale, compétitivité, politiques macroéconomiques, Argentine

RESUMEN

La coyuntura internacional a partir de finales del 2002 inaugura un período de crecimiento económico fuerte y sostenido (2002-2008); una de sus características será un aumento sustancial del comercio internacional y una mejora sin precedentes de los términos de intercambio a favor de los países productores de materias primas. Para Argentina el aumento de las exportaciones agrícolas y la mejora en los términos de intercambio ayudaron a sanear las finanzas públicas y generaron un superávit comercial voluminoso, que se tradujo en una mejora sensible del saldo de la balanza de pagos corriente. Paralelamente el crecimiento económico y el saldo superavitario de balanza comercial fueron ocultando ciertos problemas de competitividad del que adolece la economía argentina, como lo muestra el comercio bilateral con Brasil y China. En el plano agrícola, la introducción de retenciones sobre las exportaciones de productos agropecuarios, reimplantadas en 2002, a lo que se fueron agregando medidas administrativas de restricción cuantitativa a la exportación penalizaron ciertas producciones (leche, carne, y luego trigo y maíz) y coadyuvaron a profundizar el sesgo favorable a la producción de soja. En lo macroeconómico, el aumento incesante del gasto público, inducido por una política procíclica acompañada de subvenciones persistentes y en aumento a favor del sector industrial y en particular de los servicios (transporte, electricidad, gas...), exigió ir aumentando la presión fiscal incluyendo las retenciones sobre las exportaciones agrícolas. Las tasas impuestas a esas exportaciones desbordaron en marzo del 2008 el límite tolerable para los productores; un conflicto prolongado de varios meses enfrentó al campo con el gobierno. En el último trimestre del 2008, la coyuntura internacional se revierte y el contexto se degradó. La caída de los precios de las materias primas puso en tela de juicio la continuidad de esta política hacia el sector agrario y planteó al mismo tiempo un desafío mayor, el de la sostenibilidad de la gestión macroeconómica oficial.

Palabras clave: exportaciones agrícolas, política comercial, competitividad, políticas macroeconómicas, Argentina

1 Docteur en Économie et Master en Sciences Économiques (Université Paris VIII, France) ; Diplôme d'études supérieures spécialisées (Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, France). Maître de conférences à l'Université Paris1, Panthéon-Sorbonne, France. Chercheur au Centre d'Économie de la Sorbonne CNRS-UMR 8174. Directeur de la Chaire des Amériques. **Adresse :** 58 Bd. Arago, 75013. Paris, France. **Téléphone :** +33(0)143947361. **Fax :** +33 (0)143947246 ; **e-mail :** hillcoat@univ-paris1.fr

ABSTRACT

The international conjuncture, from the end of 2002 onwards, marks the beginning of stable and strong economic growth (2002-2008) resulting from a large increase in international trade and an unprecedented improvement in the terms of trade in favour of countries producing raw materials. In the case of Argentina, the increase in exports of agricultural products and the improvement in terms of trade contributed, during that period, to creating healthier public finances and to the emergence of a substantial trade surplus, thus leading to a considerable improvement in the current account balance. In parallel, the economic growth and positive external balance have made it possible to dissimulate the competitively problems which remained, such as the bilateral balance with Brazil and China. Nevertheless, the taxation policy concerning exports, re-instated in 2002, and a certain number of administrative measures which impose bans or quantitative restrictions will penalize certain products (dairy products, meat, wheat and corn), and reinforce a favourable bias on Soya cultures. The amplification of public spending, brought on by pro-cyclical policy in addition to various subsidies in the industrial and services sectors, lead to a greater fiscal weight on exports. The level of taxation reached the tolerance barrier of producers in March 2008. The stalemate with the government then leads to a long conflict. In the last quarter of 2008, the international economic context deteriorated. The fall in prices of commodities makes this policy untenable and creates a major challenge for the current macroeconomic management.

Keywords: agricultural exports, trade policy, competitiveness, macroeconomic policies, Argentine

1. INTRODUCTION

La conjoncture internationale amorcée fin 2002 ouvre une période de croissance économique forte et soutenue jusqu'en 2008, ce qui a permis une intensification des échanges sur le plan international et une amélioration sans précédent des termes de l'échange en faveur des pays producteurs de matières premières (hydrocarbures, minerais, métaux et produits agricoles). Cette amélioration des termes de l'échange a été favorable à l'ensemble des pays d'Amérique latine sauf aux pays centroaméricains ; et a particulièrement bénéficié aux pays du Mercosur dont l'Argentine, qui sont des gros exportateurs des produits agricoles bruts et transformés.

En 2003, l'Amérique latine a ainsi obtenu, pour la première fois en cinquante ans, un solde excédentaire de sa balance courante et l'Argentine, traditionnellement fragile sur le plan budgétaire comme en termes de balance des paiements, a réussi des excédents jumeaux. Durant cette période, les exportations agricoles et l'amélioration des termes de l'échange ont contribué à l'assainissement des finances publiques et à l'apparition d'un excédent commercial substantiel, conduisant donc à une amélioration sensible de la balance courante. Par la suite, la croissance et le solde extérieur positif ont permis de gommer les problèmes de compétitivité qui demeurent, tel que l'illustre la balance bilatérale avec le Brésil et la Chine, qui devient un partenaire de plus en plus important (section 2).

Ce bond en avant de la production et des exportations agricoles a été rendu possible par les changements technologiques et organisationnels intervenus dans les deux décennies précédentes, en

particulier en matière de capacités de stockage et de trituration installées dans les années quatre-vingt-dix (section 3).

L'agriculture pampéenne qui a profité de la dévaluation intervenue en 2002, s'est vue clairement poussée ensuite par le boom des prix des matières premières. Néanmoins, la politique de taxation sur les exportations réinstaurée à partir de 2002, ainsi qu'un certain nombre de mesures administratives d'interdiction ou de restriction quantitative des exportations sur le lait et la viande, puis sur le blé et le maïs ont bridé, voire pénalisé ces produits et renforcé le biais favorable à la culture du soja.

Le gonflement des dépenses publiques, tendance qui se renforce après 2005, induit par une politique pro cyclique doublée de la mise en place des subventions diverses au profit du secteur industriel et principalement celui des services (transport, électricité) bénéficiant en premier lieu les populations urbaines, débouche sur un alourdissement des prélèvements sur les exportations. Ainsi dans un contexte de besoin de financement croissant pour l'Etat, l'excédent budgétaire devient dépendant des revenus de la taxation sur les exportations agricoles.

Celle-ci va atteindre un niveau pénalisant et va franchir le seuil de tolérance des producteurs suite à la décision gouvernementale, en mars 2008, de la relever d'un cran et d'appliquer une modalité d'échelle mobile. Suite à cette décision, les producteurs ruraux et le gouvernement ont entamé un bras de fer. Conflit qui a débouché sur une impasse (section 4).

Au dernier trimestre 2008, le contexte économique international s'est dégradé. La chute des prix des matières premières a rendu cette politique insoutenable et posé un défi majeur à la gestion macro-économique en vigueur. Les producteurs se sont trouvés, eux, confrontés à un défi aussi décisif : le choix des cultures, des volumes de production et des investissements capables de garantir la viabilité de leurs exploitations (section 5).

2. L'ÉCONOMIE ARGENTINE : UN CYCLE DE CROISSANCE FACILITÉ PAR DES TERMES DE L'ÉCHANGE EXCEPTIONNELS

Entre 1998 et 2002, l'Argentine a connu un recul de son PIB sans précédent -18,3% ; soit plus fort que lors de la crise de 1929 (-13,7% de 1929 à 1932). Comment l'Argentine en est-elle arrivée là ? A la fin des années 90, plusieurs chocs exogènes successifs ont produit des effets cumulatifs. Au milieu de la décennie, le dollar s'est apprécié contre toutes les monnaies et le peso, qui avait une parité fixe avec le dollar, s'est trouvé surévalué. Surévaluation qui a eu des effets délétères sur les prix relatifs, sur la compétitivité des biens échangeables, et avait gonflé artificiellement la valeur des actifs domestiques.

En 1997, la crise asiatique a durement frappé les économies latino-américaines. Cette crise va entraîner une baisse du prix des matières premières et un renchérissement de la prime de risque pour les emprunteurs privés et publics de pays émergents. Or l'Argentine avait une dette publique importante, avec un échéancier impliquant de besoins de financement pour le pays équivalent à 7% du PIB. Sans oublier qu'en février 1999, le Brésil a dévalué et laissé flotter le real, qui était stable depuis juillet 1994 ; or à l'époque 35% des exportations argentines allaient vers le Brésil.

Dans ce contexte, les provinces argentines se sont fortement endettées et l'administration centrale a fait preuve d'immobilisme au lieu d'entamer une réforme fiscale. Au moment où les recettes diminuaient et faute d'ajustement des dépenses publiques, la situation macro-économique ne pouvait donc que s'aggraver. La dérive budgétaire et le resserrement de la contrainte financière externe ont progressivement réduit les marges de manœuvre du gouvernement en place.

Les effets cumulés de ces chocs exogènes ont amorcé la récession au dernier trimestre 1998. L'ajustement récessif a engendré une dynamique déflationniste et une vague de fuite de capitaux pendant l'année 2001. Pour desserrer la contrainte extérieure, une restructuration ordonnée de la dette publique et une gestion draconienne au niveau de la dépense publique

s'imposait. Usé, isolé et surtout en perte de vitesse, le gouvernement n'y est pas parvenu ; la grave crise politique et sociale fin 2001, l'obligeait à démissionner.

Le gouvernement intérimaire a préféré la solution de facilité en déclarant le défaut sur la dette publique, l'abandon du régime de convertibilité, la dévaluation de la monnaie et le blocage des dépôts bancaires. La dévaluation n'a fait qu'aggraver la crise financière et ébranler le système bancaire. Le défaut, la dévaluation et la conversion systématique des dépôts en dollars, en pesos dévalués, ont reporté les coûts financiers de la crise vers les épargnants et les créanciers de l'état.

L'économie argentine entrain dans une impasse début 2002. Les finances publiques ont tiré parti de la dévaluation puisque la masse salariale désormais en pesos dévalués, était amputée de 2/3 en monnaie dure ; et de la diminution drastique du service de la dette, puisque la moitié de celle-ci a été mise entre parenthèses, une fois le défaut des paiements déclaré. Une partie des entreprises privées, dans tous les secteurs de l'économie, ont pu également amputer leurs dettes transformées désormais en pesos.

Dans ce nouveau contexte et profitant d'une capacité installée largement excédentaire, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture et avec un outil de production et un niveau de productivité assez élevés obtenu dans la décennie précédente, l'économie a pu redémarrer un an après la crise financière.

L'année 2003 inaugure une période de croissance forte et continue avec des taux annuels de 9%. Tous les secteurs de l'économie ont tiré profit de la conjoncture, l'ensemble des branches de l'industrie notamment, avec malgré tout des écarts selon les années. La nouvelle croissance a profité principalement aux industries intensives en main d'œuvre étant donné les bas coûts salariaux découlant de la dévaluation. Ainsi le chômage extrêmement élevé, après trois ans de récession et la crise financière, a commencé à reculer sensiblement, tout comme le niveau de pauvreté.

La récession 1998-2002 et la chute de l'activité en 2002 (-11,8% du PIB), ont amputé fortement les importations. Avec la dévaluation début 2002 et un marché interne effondré, les entreprises se sont tournées vers l'exportation. Dès lors l'excédent de balance commerciale a augmenté entre 2002 et 2005.

Durant les trois années suivant la crise (2002 à 2004), les recettes fiscales ont augmenté plus vite que les dépenses. L'Etat ayant ainsi dégagé un excédent budgétaire, avant paiement des intérêts de la dette, équivalent à 4 points du PIB. L'Argentine connaissait pour la première fois depuis longtemps des excédents jumeaux, budgétaire et de balance courante.

Un cercle vertueux favorable à la croissance économique pouvait ainsi s'enclencher à condition que l'excédent extérieur perdure. La remontée des prix internationaux des matières premières à partir de 2003 portant ainsi les termes de l'échange à des niveaux record (Annexe N° 5) va devenir le levier principal du nouveau modèle économique en vigueur.

Ce nouveau modèle de croissance prétend obtenir de forts taux de croissance économique en conférant une place de choix à l'industrie et à la consommation, la dépense publique devant relayer la stratégie grâce à des transferts et des subventions permettant de maintenir certains prix artificiellement bas, en particulier ceux des produits alimentaires et des services (électricité, transports, communications, énergie).

La clé de voûte de cette gestion étant l'excédent de la balance commerciale et une parité du peso faible vis-à-vis des devises des partenaires économiques de l'Argentine (euro, dollar et réal), les salaires calculés en dollars devaient en effet rester relativement modestes. La dévaluation du peso a constitué un outil décisif de la politique économique de 2002 à 2008. En maintenant un peso faible, l'Argentine a pu à la fois doper sa compétitivité en termes de prix à l'exportation, protéger son industrie nationale et booster les rentrées fiscales prélevées sur les exportations.

Dans un premier temps, la reprise de la croissance s'est appuyée sur la capacité installée. En déclin pendant les années récessives, l'investissement progressait de 38% en 2003 et de 34% en 2004, atteignant respectivement 14% et près de 18% du PIB, même s'il restait loin de son niveau des années 90 (21% du PIB). Néanmoins au fur et à mesure que les débouchés à l'exportation et le pouvoir d'achat sur le marché intérieur se confirmaient, l'investissement a augmenté sensiblement pendant plusieurs années.

Certes, l'investissement dans le secteur de la construction représentait la majeure partie de l'investissement total entre 2002 et 2008. Cette partie représentait ainsi 60% du total lorsque celui-ci a atteint 24,6% du PIB au début 2008.

L'investissement productif, 40% du total annuel, équivaut à 10 points du PIB. Il est composé à + de 50% de biens d'équipement importés, en 2008 soit 5,7% du PIB, tandis que la partie nationale des équipements 15% du total représentait 3,5% du PIB (IERAL, 2008a).

La progression de l'investissement a profité au secteur industriel. Sa capacité installée a progressé lentement : +3,1 % en 2004, +3,3 % en 2005, puis fortement +7,1 % en 2006 et 2007 (+de 3 milliards d'investissements par an). L'augmentation de la capacité installée s'opère en parallèle avec une augmentation

de son utilisation ; celle-ci était de 56% en 2002 et puis 65%, 70%, 73% et 74%, respectivement, pour les années 2003, 2004, 2005, et 2006-2007.

Mais, sachant que plus de la moitié de l'équipement durable investi chaque année est d'origine étrangère, cette progression a entraîné une augmentation des importations : 700 millions de dollars en 2003, 1,6 milliards en 2005 et 2,6 milliards en 2007, soit un bond de + 263% entre 2003 et 2007 (CEP, 2008c).

Comme nous l'avons dit, après la forte dévaluation intervenue en 2002, la reprise s'appuie sur les secteurs produisant des biens échangeables. Au premier rang l'agriculture pampéenne et certaines branches de l'industrie, bien outillées et exportatrices depuis la décennie de 1990. Ainsi l'industrie et l'agriculture ont boosté le retour à la croissance.

Par la suite, de 2004 à 2007, la croissance s'est équilibrée entre les secteurs producteurs de biens et de services. Même dès 2007, et surtout en 2008 on a assisté à une désaccélération de la croissance dans le secteur de biens, tandis que les services enregistrent des taux de croissance très élevés.

Le basculement s'est opéré dans une conjoncture économique de plus en plus marquée par la réapparition de tensions inflationnistes à la suite des trois années pendant lesquelles la dépense publique augmentait plus fort que les recettes, provoquant une surchauffe de l'économie argentine. En effet dès 2005, la demande était supérieure à l'offre et ceci grâce à la stabilisation d'un excédent commercial autour de 10 milliards (Annexe N° 8). Or cet excédent commercial s'est stabilisé grâce à l'amélioration constante des termes de l'échange puisque les prix internationaux des matières premières exportées par l'Argentine, n'ont cessé de progresser jusqu'à septembre 2008.

En prenant l'année 1993 comme base 100, les termes de l'échange ont atteint 135% en 2007. En toute logique, sans cette amélioration exceptionnelle des termes de l'échange, le solde de la balance commerciale serait devenu déficitaire une fois les importations revenues à un palier normal, suivant les besoins de l'activité industrielle du pays fortement consommatrice de biens intermédiaires et de biens d'équipement importés.

Cet excédent commercial, résultant de l'effet d'aubaine dû à des termes de l'échange favorables, a permis à l'Argentine de financer la dérive de sa dépense publique grâce à l'augmentation progressive des taxes sur ses exportations agricoles. Jusqu'en mai 2005, la progression des recettes fiscales a été supérieure à l'augmentation des dépenses courantes de l'administration centrale. Mais la tendance s'est inversée

à partir de 2007, la progression des dépenses devenant systématiquement supérieure à celle des recettes. Mi-2008, la pression fiscale représentait ainsi 26% du PIB et la dépense 24% du PIB à rythme annuel, alors que l'excédent budgétaire, hors intérêts de la dette, était passé de 3,3 % en mai 2007 à seulement 2,7% en mai 2008.

Les raisons sous-jacentes de l'aggravation de la pression fiscale, en particulier sur les exportations agricoles, apparaissent ainsi clairement : l'échéancier du service de la dette s'alourdit et, de plus, le fardeau des subsides devient un véritable boulet pour l'État. Les transferts et les subventions en faveur du secteur privé, qui ont atteint l'équivalent de 4% du PIB, constituent même l'une des variables clés pour comprendre la dérive des dépenses publiques (Annexe N° 9).

Aussi longtemps que les prix internationaux sont restés élevés, mi-2008 compris, la gestion macroéconomique du pays a été sous contrôle. Malgré les longs mois de conflits avec les producteurs agricoles, le modèle de croissance de 2002, ne semblait pas remis en cause. C'est la dégradation du contexte international qui a changé la donne.

Après cinq années de croissance ininterrompue et une balance commerciale robuste ; la compétitivité argentine serait-elle parvenue à un nouveau palier plus solide que celui précédant la crise de 2001 ? Le bilan des années récentes est pourtant mitigé...

Le degré d'ouverture mesuré par le poids des exportations par rapport au PIB reste modeste. Certes, il a doublé par rapport aux années 90, passant de 10% à 22%, même s'il y a là des distorsions statistiques découlant d'une part de la faible parité du peso, et d'autre part des prix exceptionnellement élevés de produits exportés par l'Argentine ; deux éléments qui gonflent le ratio X/PIB.

D'autres pays de la région ont un ratio exportations/PIB bien plus élevé, comme le Chili et le Mexique, respectivement 46% et 29% du PIB. L'Argentine avec près de 38 millions d'habitants, devrait obtenir un ratio tout au moins intermédiaire entre ces deux pays, l'un à faible population (16 millions), l'autre très peuplé (100 millions).

Quoi qu'il en soit, les exportations ont fortement progressé dans la période 2003-2007, mais cette augmentation s'explique à 60% par l'effet prix et 40% par l'augmentation du volume exporté. Chaque année, « l'effet prix » a boosté le niveau des exportations expliquant 60% de l'augmentation en 2003, 56% en 2004, 95% en 2005, 52% en 2006 et 57,5% en 2007 (Economía y Regiones, 2008). Tendence qui s'est

renforcée en 2008 sachant que la bulle spéculative sur les matières premières a fait monter en flèche, jusqu'au mois de septembre, les produits agricoles et combustibles qu'exporte l'Argentine.

Ceci étant dit, un élément plaide en faveur de l'hypothèse d'une compétitivité accrue : l'augmentation de la part des produits industriels dans le panier des exportations argentines.

En effet, la progression annuelle dans les exportations des manufactures industrielles est supérieure à celle des produits primaires et des produits agroalimentaires. Pour la période 2003-2007 respectivement +115%, 91% et 92% (CEP, 2008c). Leur contribution est confirmée y compris en 2008, puisque ces produits industriels progressaient de 33%, tandis que les manufactures des industries agroalimentaires augmentaient de +32,8% et ceux des produits primaires de +27,5% (ABECEB, 2008c).

Néanmoins la destination géographique de ces exportations industrielles est peu diversifiée. En effet, celles-ci sont concentrées sur des marchés proches, 42% vers le Mercosur et 21% vers les autres pays de l'ALADI. Modestes mais non négligeables, les pourcentages absorbés par le NAFTA 14%, et par l'UE 8%. Par contre les produits de l'industrie agroalimentaire s'exportent à 24% dans l'UE, 16% dans le NAFTA et 11% dans l'Asie-Pacifique ; tandis que le Mercosur absorbe 17% et les autres pays de l'ALADI 13% (CEP, 2008c). On constate ainsi une vraie compétitivité des produits agroalimentaires puisque mieux répartis dans leurs destinations géographiques, principalement vers des marchés lointains.

Par contre, trop concentrées, les exportations des produits industriels sont vulnérables aux aléas des marchés latino-américains, notamment à la conjoncture économique brésilienne. Le Brésil absorbe en effet 37% du total des produits industriels exportés, de plus les exportations argentines sont concentrées sur un petit nombre de produits, 51% correspondant au secteur automobile et équipementier.

Les échanges bilatéraux avec le Brésil sont un bon révélateur des forces et des faiblesses du profil exportateur argentin :

- Le solde commercial global, favorable à l'Argentine entre 1994 et 2003, est devenu déficitaire malgré un taux de change favorable, puisque le taux de change est resté de 2002 à 2007 autour de 2,5 pesos par real, partant d'une base 1=1 en 2001. Ce déficit de 4 milliards depuis 2006 s'est creusé pour atteindre 5 milliards en août 2008 ; depuis régresse à son niveau de 4 milliards (IERAL, 2008b).

Ce n'est qu'en avril 2009 que l'Argentine, après 69 mois consécutifs de déficit, obtient un excédent. Or, celui-ci s'explique davantage par la chute des importations argentines, suite à l'entrée en récession de son économie qu'à une augmentation des exportations vers le Brésil qui sont elles aussi en diminution.

- Les parts de marché respectifs : l'Argentine ne capte que 8% du volume total des importations du Brésil ; elle a ainsi perdu des positions sur le marché de son partenaire le plus proche puisque sa part était de 12% à la fin des années 90. Par contre le Brésil n'a cessé d'augmenter sa part dans les importations argentines (1/3 du total).

- La balance commerciale des produits industriels est largement excédentaire en faveur du Brésil. Les exportations brésiliennes sont composées en majorité des produits industriels, un pourcentage faible de produits agroalimentaires et très peu de produits primaires.

- Le degré de concentration : 46% des exportations argentines vers le Brésil sont concentrées sur 8 produits, tandis que 8 principaux produits des exportations brésiliennes ne font que 29% du total.

Un autre exemple intéressant à analyser est celui de l'évolution des échanges bilatéraux avec la Chine, un partenaire commercial dont l'importance augmente alors que la composition des échanges sino-argentines en dit long sur les forces et les faiblesses de la compétitivité argentine.

Les exportations argentines qui représentaient un demi milliard de dollars en 1999, ont dépassé 5 milliards en 2007 ; la part de la Chine dans les exportations argentines a été multipliée par 3 entre 2000 et 2007 (de 3,9% à 11,4 %).

Pendant une bonne partie de la décennie 90, le solde était déficitaire côté argentin devenant excédentaire en 1997, encore plus à partir de 2002 grâce à l'augmentation des prix des matières premières. Et pour cause, 97% des exportations argentines sont composées des produits primaires, dont 52% de grains et de farines oléagineuses ; 30% de huiles et 8% de combustibles et de dérivés du pétrole ; 3,5% de cuirs et de peaux...

Etant donné la structure fortement asymétrique de la composition respective des flux bilatéraux, le solde risque de devenir durablement déficitaire dans le cas où les prix de matières premières stagnent. En effet, 98% des importations argentines venant de la Chine sont des produits industriels ; dans le sens inverse le pourcentage n'est que de 2,3%.

En outre, il y a une forte concentration du côté argentin puisque sur 600 produits exportés vers la Chine,

les 3 principaux représentent 90,6% du total exporté (dont 2 : grains et huile de soja, 80%), tandis que les 3 produits principaux exportés par la Chine ne couvrent que 16% de près de 5.000 produits exportés vers l'Argentine.

Enfin, la valeur ajoutée implicite dans les exportations respectives est fortement biaisée en faveur des exportations chinoises ; celles-ci sont 670% supérieures, en dollars par tonne, aux exportations argentines (ABECEB, 2009b).

3. LES TRANSFORMATIONS DES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX À LA BASE DES PERFORMANCES AGRICOLES RÉCENTES

Le boom du soja a été possible grâce aux innovations technologiques et aux nouvelles pratiques de cultures et modernisation de la filière opérées dans les années 90².

Grâce à la libéralisation de son économie, l'Argentine a réussi à redevenir une puissance agricole. La production a doublé, alors que l'introduction du semis direct et la généralisation des semences hybrides ou génétiquement modifiés (OGM) augmentait le contenu technologique. Parallèlement, le management des exploitations est devenu plus performant, tant en matière de production de grains que d'élevage ou de production laitière.

La réforme économique mise en œuvre au début de la décennie 90 a eu des effets mitigés, mais somme toute globalement favorables, sur l'agriculture et en particulier sur les filières des céréales et oléo protéagineux.

La libéralisation externe (ouverture) et interne (dérégulation et privatisations) de l'économie argentine a eu un effet positif pour l'agriculture pampéenne.

Deux catégories de mesures ont eu des effets positifs. Premièrement, les taxes sur les exportations des produits agricoles et principalement sur les céréales et les oléagineux ont été supprimées. Ces taxes, en vigueur depuis cinquante ans, ont longuement pénalisé les producteurs en introduisant de fortes distorsions dans l'allocation des ressources dans l'économie argentine. En avril 1991, ces taxes ont été éliminées, à l'exception de celles appliquées sur les graines de soja et de tournesol fixées à 6%, puis réduites en octobre 1992 à 3,5%, niveau encore en vigueur en 2000. L'ouverture de l'économie avec une diminution drastique des tarifs douaniers et la suppression de contingents sur les

² Nous suivons ici l'analyse réalisée par l'auteur dans « *Brésil et Argentine. La compétitivité agricole et agro-alimentaire en question* ». Et « *Les principaux facteurs de la compétitivité des filières céréales et oléo-protéagineux au Brésil et en Argentine : politiques des Etats et stratégies des acteurs* ».

importations permettent l'accès pour les producteurs à la technologie et aux intrants, principalement les engrais et les semences à des prix avantageux.

Deuxièmement, la dérégulation se met en place dans les transports, les ports et dans la commercialisation des céréales et oléo protéagineux. Ces mesures sont renforcées par les investissements en logistique et en infrastructure. Un bilan des retombées sur la compétitivité de la production argentine de céréales et oléo protéagineux peut être dressé. Ce bilan apparaît mitigé : la privatisation des élévateurs et de la gestion des ports ainsi que la dérégulation, avec une amélioration sensible des voies navigables ont fortement diminué les coûts d'affrètement et de commercialisation.

Les coûts de manutention et de chargement dans les ports argentins ont également fortement chuté : pour les céréales et oléo protéagineux et ses sous-produits, ainsi la réduction des coûts de commercialisation, la diminution des tarifs au niveau du stockage et de la manutention dans les ports, grâce à la gestion privée des élévateurs, et le démantèlement du dispositif des taxes sur l'exportation ont permis de rapprocher les prix internes des prix internationaux, ce qui se traduit par une amélioration sensible du prix reçu par les producteurs. Ceux-ci ont vu augmenter le pourcentage du prix FOB qu'ils perçoivent et cela pour chacun des céréales et oléo protéagineux.

Par contre, les coûts des transports terrestres, routiers et ferroviaires, n'ont pas diminué et ont continué à peser sur la rentabilité des producteurs. La dérégulation et les privatisations n'ont donc pas eu ici les effets escomptés.

Sur le plan du financement de l'agriculture, l'augmentation du volume de crédit tant de source officielle que provenant des banques privées, même si la participation de ces dernières reste modeste et les taux d'intérêt plus élevés, ont permis de soutenir l'effort d'intensification de la production.

Dans les années 1990 une tendance forte dans la région pampéenne s'amorce : celle de l'augmentation de l'échelle de production, c'est-à-dire, des unités productives plus grandes. Ce processus a eu des répercussions négatives sur le plan social. Il s'agit de l'approfondissement d'une tendance qui est à l'œuvre depuis le début des années 80 lorsque l'agriculture, c'est-à-dire, la production des céréales et oléo protéagineux a pris le pas sur l'exploitation mixte ou exclusivement destinée à l'élevage.

Traditionnellement, les grands propriétaires terriens se comportaient en rentiers, confiant leurs terres à des fermiers ou des métayers et se réservant l'élevage extensif de bovins sur des prairies naturelles qui auraient

pu être retournées pour produire des cultures. Mais, dans les années quatre-vingt-dix, la structure de la propriété foncière et la taille des exploitations se sont modifiées. Le poids des producteurs « *moyens* » et « *moyens-grands* » a augmenté parmi les propriétaires, ceux-ci restant néanmoins subdivisés en deux groupes distincts : l'exploitation familiale et l'entreprise agricole capitaliste.

La location des terres renforce cette tendance à la concentration, en introduisant deux nouveaux acteurs dans le segment de l'entreprise agricole capitaliste.

En effet, un des leviers qui est à la base de l'augmentation de la taille des exploitations a été la multiplication des « *pools de siembra* », qu'on pourrait traduire par « *pools de cultures* » et l'apparition de fonds d'investissement (« *fideicomisos* ») destinés à être alloués à la production de céréales et oléo protéagineux à grande échelle.

Les fonds d'investissement ont un statut juridique relevant des sociétés financières et à ce titre sont contrôlés par les autorités de tutelle. Il s'agit donc d'un fond d'investissement ordinaire dont la vocation est d'investir dans la production de grains. Par contre les « *pools de culture* », suivant la taille, revêtent des multiples formes juridiques et parfois aucune ; dans ce dernier cas il s'agit des regroupements de gens par affinités ou parentés dont le contrat est informel.

Le *pool* est une association dans laquelle les propriétaires de la terre cèdent des parcelles à une société spécialisée dans l'administration des exploitations agricoles. Disposant de fonds propres et/ou de capitaux d'investisseurs urbains.

Ces deux agents collectifs agissent principalement par la location de terres. La cession de terres n'est pas un phénomène nouveau dans la région pampéenne. Cette pratique, de location annuelle, voire pour une seule campagne, avait représenté une rupture par rapport à l'ancienne modalité du fermage pluriannuel et s'était largement répandue dans les années 80, évolution s'expliquant en partie par la transformation d'un certain nombre d'entreprises de travaux agricoles en « *contratistas-fermiers* » s'engageant eux-mêmes dans la production.

Ce qui est nouveau c'est l'ampleur du phénomène, qui concerne désormais des millions d'hectares parmi les meilleures terres à vocation agricole.

Et d'autre part, la place grandissante par le rôle de vecteur, qui vont jouer ces deux agents, les « *pools de cultures* » et les fonds d'investissement, agents qui articulent des intérêts industriels, agricoles et financiers.

Ainsi la part de la production de grains réalisée sur des terres en location n'a cessé d'augmenter et compte actuellement, selon des estimations, pour 60% de la production.

Quant à la place qui revient aux deux agents cités et selon des estimations privées, les entreprises les plus puissantes qui dépassent la soixantaine concentrent 8% de la surface sous culture. Ainsi et selon Openagro Consulting, les firmes les plus importantes et les pools grands et moyens assurent l'emblavement de 2,4 millions d'hectares, produisent 7 millions de tonnes de grains et dont le chiffre d'affaires est de 1,1 milliards de dollars pour la campagne 2007-2008.

La stratégie de ces nouveaux agents consiste à diversifier à la fois les risques en louant des terres dans différentes zones de la région pampéenne et à mettre donc en production différents céréales et oléo protéagineux ce qui leur permet de diversifier les risques commerciaux et climatiques. C'est pourquoi avec la montée en force de ces fonds, les loyers de la terre ont atteint des sommets exceptionnels, créant une véritable surchauffe du marché de la location des terres ; ce phénomène a été amplifié dans les années récentes à la faveur de la remontée des prix internationaux de grains.

Néanmoins les dégâts sur la structure sociale agraire, dont la nouvelle concentration n'est pas exempte, car elle supprime des milliers de petits et moyens producteurs sont évidents. Cette nouvelle agriculture productiviste en augmentant l'échelle de la production et donc l'extension des exploitations a introduit un biais contre la petite agriculture familiale et paysanne.

3.1. LE BASCULEMENT EN FAVEUR DES OLÉO PROTÉAGINEUX INTERVIENT DANS LES ANNÉES 1990

En effet, depuis le début des années 1990, la tendance observée dans les quinze années précédentes, d'une expansion de la surface destinée à la production de céréales et oléo protéagineux se renforce. On constate simultanément une progression de la surface allouée à l'agriculture au détriment de l'élevage bovin, une croissance des rendements à l'hectare des céréales et des oléagineux et, à la fin de la décennie, un bond de la production de soja. La production des céréales et oléagineux a été multipliée par deux, passant de 35 millions de tonnes (Mt) lors de la campagne 1989-1990 à 65 Mt pour la campagne 1997-1998.

L'évolution des différentes cultures a été certes influencée par les signaux des prix venant des marchés internationaux, mais de nombreux autres facteurs ont joué : les changements dans les conditions de production, l'utilisation de nouveaux intrants, de nouvelles techniques agronomiques et l'augmentation de l'échelle de production dans les exploitations combinées avec la maîtrise des coûts de production. Ces facteurs ont permis l'augmentation de la production totale et dans certains cas ont même contrecarré une

évolution défavorable des prix internationaux. Un nouveau palier a ainsi été atteint pour la production de céréales et oléo protéagineux, proche de 70 Mt en 2000-2001.

En ce qui concerne les oléagineux, la croissance de la production est ininterrompue tout au long des années 1990. La production des oléagineux, proche de 15 Mt au début de la décennie, dépasse 26 Mt lors de la campagne record 1998-99 et atteint 30 Mt en 2000-01. Selon la répartition des surfaces semées pour la campagne 2000-01 le soja en occupait 40%.

La forte progression de la production de céréales et oléo-protéagineux dans la Pampa pendant la décennie 90 s'est accompagnée d'une utilisation croissante d'intrants tels que les semences améliorées (OGM), les fertilisants et les produits phytosanitaires associée à l'adoption du semis direct. De manière plus générale, l'agriculture s'équipe et s'intensifie.

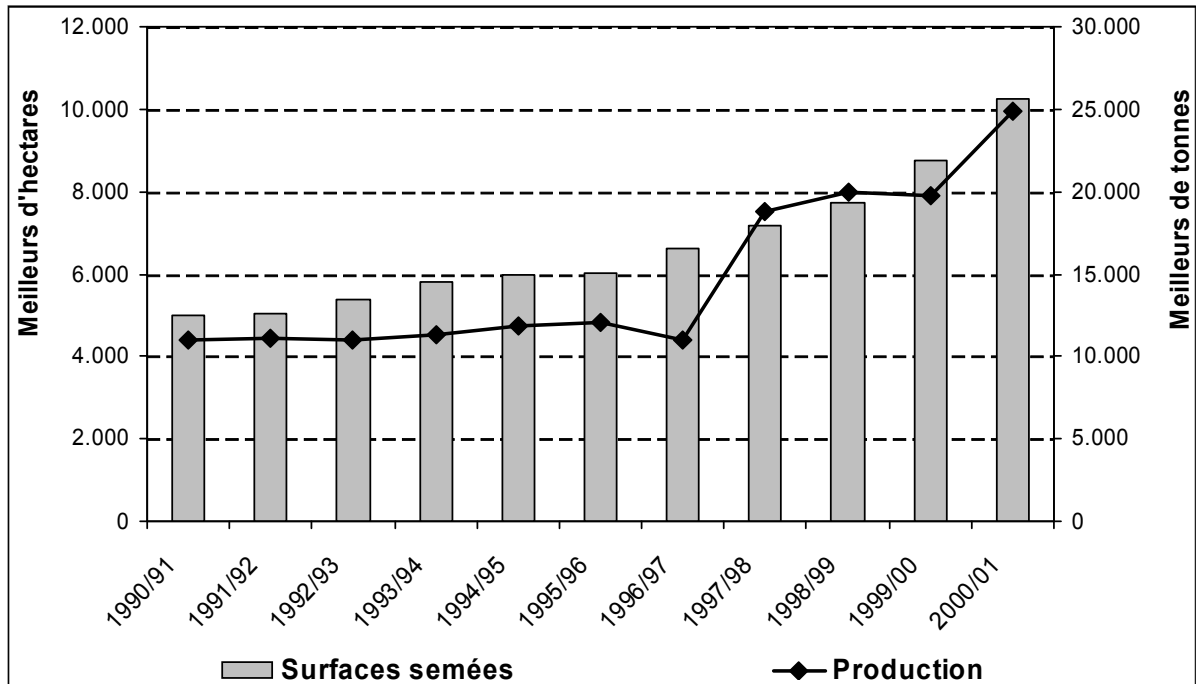
L'augmentation rapide de la production de soja s'explique par l'élargissement continu des surfaces emblavées, une progression des rendements à l'hectare et une diffusion de plus en plus importante de la double culture.

Or ces facteurs ont été renforcés par d'autres puissants leviers : l'élargissement de la frontière agricole pour le soja dont la culture s'étend bien au-delà de la région pampéenne ; l'introduction du semis direct qui va permettre à la fois de réduire les coûts de production, en diminuant les tâches de préparation et des labours des sols, ces derniers étant mieux conservés et la double culture se trouvant facilitée.

Enfin, l'introduction massive des semences OGM œuvre dans le même sens : diminution des coûts aidant à maintenir ou augmenter la marge brute à l'hectare. Les surfaces semées en soja n'ont cessé d'augmenter tout au long de la décennie de 1990 et ont été multipliées par deux entre 1990-91 (5 millions d'hectares) et 2000-01 (10,3 millions d'ha). La production quant à elle a été multipliée par 2,5 : passant de près de 11 Mt à 26 Mt (Graphique N° 1).

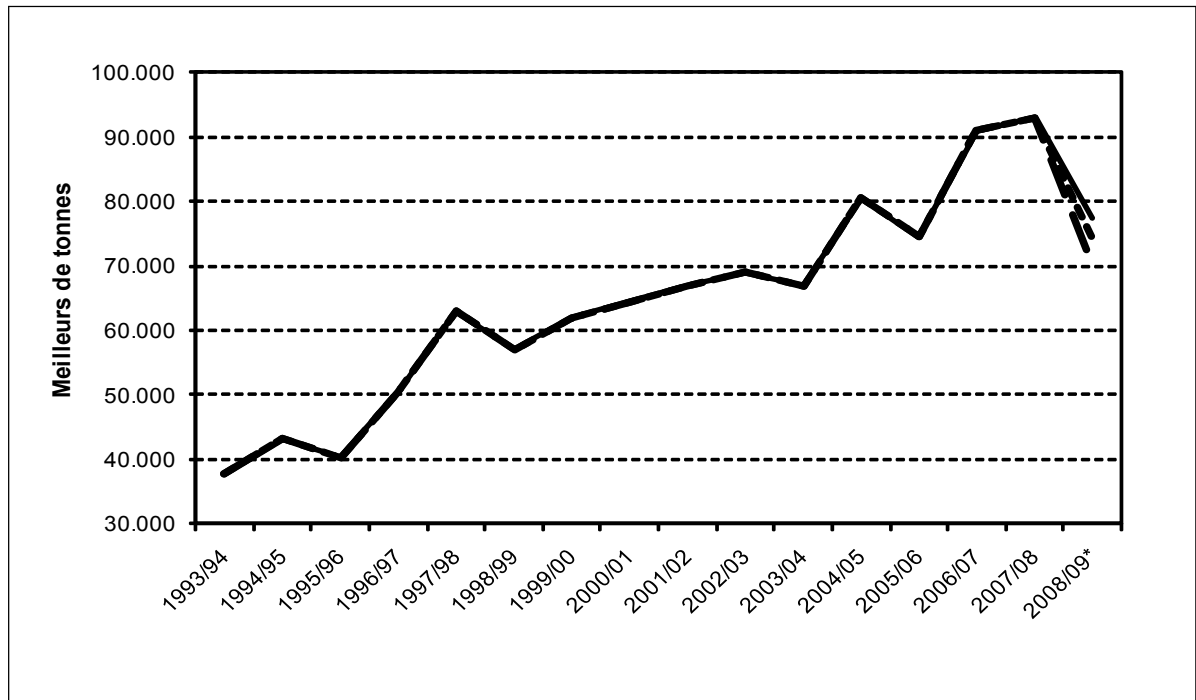
La place grandissante du semis direct va de paire avec l'introduction de semences OGM ; l'ensemble de ces éléments technologiques, organisationnelles et managériales se sont vu renforcés à partir de 2002/2003, encouragés par la remontée des prix internationaux de grains. Le résultat : une progression ininterrompue de la production de grains, principalement de soja, jusqu'au cycle 2007-2008 (Graphique N° 2).

Graphique 1
Évolution des surfaces récoltées et de la production de soja en Argentine



Source : SAGPyA.

Graphique 2
Production agricole (en miles de tonnes)



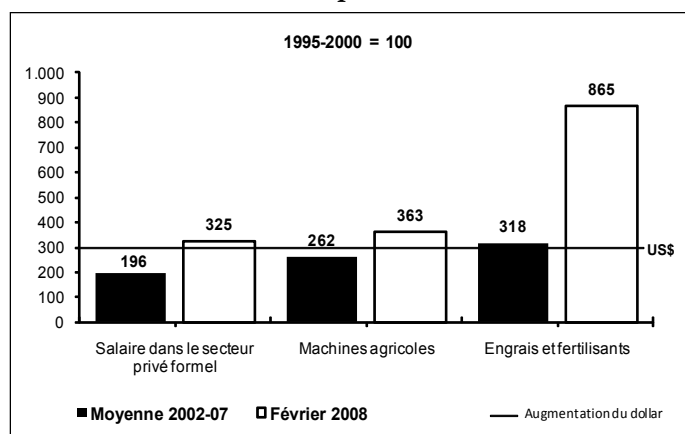
(*) 2008/09 estimée, selon différentes hypothèses.

Source : IERAL, selon données de l'USDA et d'autres sources, février 2009.

4. LA VORACITÉ DE L'ETAT A MENÉ À LA RÉVOLTE FISCALE

Avec le marasme macro-économique engendré par la crise financière, le défaut et les changements de régime monétaire intervenus dès 2002, le secteur agricole a pu tirer profit de la dévaluation, du refinancement des dettes, puis de l'augmentation soutenue des prix internationaux. Mais ces avantages se sont érodés jusqu'à disparaître sous l'effet de deux mécanismes parallèles : a) L'augmentation progressive du coût des intrants, puis celle des coûts du fret et des services liés à la préparation des sols, au semis et à la récolte ; b) en 2002, la réintroduction des taxes à l'exportation qui avaient été supprimées dans les années quatre-vingt-dix.

Graphique 3
Evolution des prix des intrants



Source : IDESA (2008).

Concernant les coûts de production, nous allons citer les données de deux études récentes. Selon la première qui prend comme base de référence les prix moyens des intrants pour la période 1995-2000, en mars 2008, les résultats sont les suivants : i) le salaire moyen pratiqué dans le milieu rural atteint 325 en 2008 ; ii) le prix des machines agricoles atteint 373 en février 2008 ; et iii) le prix des engrais et fertilisants importés grimpe à 865. Cela signifie que les salaires et le prix des biens d'équipement agricole ont triplé après la dévaluation de 2002, alors que celui de certains intrants importés a été multiplié par huit (IDESA, 2008) (Graphique N° 3).

Bref, l'hypothèse selon laquelle le secteur agricole pouvait supporter un niveau de taxation grandissant grâce à la diminution des coûts de production, en équivalent dollar, entraîné par la dévaluation de 2002, n'est plus d'actualité.

D'autant plus qu'en 2007, lorsque l'inflation s'accélère y compris pour le prix des grains, les fournisseurs des services (travaux agricoles, transports, logistique) et des intrants (pesticides, engrais) en ont profité pour ajuster leurs prix.

En effet, les prix de plusieurs de ces intrants ont augmenté de manière plus importante que ceux des produits exportés. Entre décembre 2007 et mai 2008, les prix du blé, du maïs et du soja augmentaient respectivement de 33%, 44% et 5%, tandis que le prix des engrais montaient de 73%, ceux des phosphates 68%, le glyphosate de 35%, les pesticides et les machines gardant des augmentations modérées, à hauteur de 6% et 4% (Annexe N° 1).

Sur le long terme, l'évolution des prix relatifs est encore plus révélatrice. Mettre en parallèle l'évolution des prix des deux principaux grains (le soja et le maïs) et celui des intrants révèle la lente et progressive dégradation du pouvoir d'achat de ces grains, mesuré en termes de volume d'intrants :

Pour le soja :

- Par rapport aux machines agricoles, le pouvoir d'achat du soja en mai 2008 est en dessous de celui des années 90 et proche du niveau post-dévaluation de 2002. Certes, il y a une amélioration si on compare le niveau de la fin des années 90, époque de forte dégradation du prix international du soja.

- Par rapport aux engrais, leur pouvoir d'achat est le plus faible sur la période de 17 ans étudiée ; rappelons qu'une partie des intrants sont importés et ont augmenté de 880% entre janvier 2002 (moment de la dévaluation) et mai 2008.

- Par contre le pouvoir d'achat du soja par rapport aux pesticides, est en mai 2008 le plus fort sur la période étudiée de 17 ans ; ceci s'explique par la diffusion des cultures transgéniques et donc l'utilisation massive de glyphosate et d'autres pesticides produits localement, ce qui a fait chuter leurs prix relatifs.

Pour le maïs :

- Le rapport entre l'évolution du prix du maïs et les intrants utilisés pour sa culture va dans le même sens. Le maïs n'est pas onéreux en termes d'engrais, et détient un fort pouvoir d'achat en termes des pesticides et un niveau intermédiaire concernant les machines agricoles (IERAL, 2008k).

4.1. LA MONTÉE EN FORCE DES PRÉLÈVEMENTS

Les premières mobilisations contre les taxes datent de 2005. D'après une étude réalisée par la Bolsa de Cereales de Buenos Aires, le niveau de pression fiscale commençait déjà à oblitérer la rentabilité dans le secteur des grains, en particulier, pour le maïs et le blé. L'étude

prenait en compte l'ensemble des prélèvements sur la production c'est-à-dire, taxes à l'exportation plus impôts sur les sociétés et les revenus et l'impôt foncier. Il en découlait que la pression fiscale totale sur les quatre principaux produits revenait à 39,7%, 38,1%, 45,9% et 56,4% respectivement pour le blé, le maïs, le tournesol et le soja. L'étude concluait que l'agriculture subissait une discrimination évidente puisque la pression fiscale sur l'ensemble de l'économie équivalait à 27% du PIB (Diario La Nación, 2005).

Rappelons que les taxes à l'exportation, à cette époque, étaient de 23,5% pour le soja et le tournesol et de 20% pour le maïs et le blé. Etant de ce fait la principale composante du total de la fiscalité appliquée à l'activité agricole.

Depuis le cours du dollar s'est stabilisé. Alors que dans le même temps, les taxes sur les exportations n'ont cessé de grimper par paliers atteignant 35% pour le soja en octobre 2007. C'est donc la hausse des prix agricoles sur les marchés internationaux qui a permis d'absorber, ces trois dernières années (2005/2008), la pression fiscale croissante.

Or, la voracité de l'Etat a eu raison des progrès de productivité obtenus en amont. La rentabilité des exploitations s'est effritée. Surtout pour les petits et moyens agriculteurs qui sont pris en tenaille par la progression des coûts internes (fertilisants, pesticides et gasoil...) et l'augmentation des taxes décidée en mars 2008, lorsque le gouvernement a publié la circulaire 125 qui instituait un mécanisme de taxes à taux variables. Selon la circulaire, le niveau des taxes devait s'ajuster partant du niveau préexistant qui était déjà très élevé, 35 % pour le soja depuis octobre 2007 (Annexe N° 2).

Selon le nouveau régime des taxes à taux variable, le niveau dépasserait 40% pour le soja et le tournesol. Plus précisément un rang compris entre 43% et 49% pour le soja, et entre 37% et 45% pour le tournesol (Tableau N° 1).

Tableau 1

Taux moyen résultant du régime des taxes a taux variable				
	Prix FOB Buenos Aires 17 juin 2008	Régime taux fixes en vigueur entre novembre 2007 et mars 2008 (a)	Régime taux variables en vigueur depuis mars 2008 (b)	Différence (b) - (a)
Maïs	270	25,00%	34,10%	9,10%
Soja	548	35,00%	46,30%	11,30%
Blé	365	28,00%	28,30%	0,30%
Tournesol	600	32,00%	41,20%	9,20%

Source : IERAL selon données de la SAGPyA et Circulaires Mecon, Foco, 19/06/2008.

4.2. ET SES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN MICRO-ÉCONOMIQUE

Dans ce cadre, le conflit d'avril 2008 a constitué une étape cruciale dans l'évolution des rapports entre producteurs et gouvernement. La décision d'introduire une échelle mobile de taxes a été jugée conflictuelle et a coalisé les producteurs dans l'opposition. Pour la première fois, toutes les organisations représentatives ont agi de concert : la *Coninagro* qui rassemble les associations coopératives, la *Federación Agraria Argentina* (FAA) qui regroupe de petits et moyens exploitants, la *Confederación Rural Argentina* (CRA) qui réunit des producteurs de grains et des éleveurs à la tête d'exploitations de tailles diverses et la *Sociedad Rural Argentina* (SRA) ancrée, de par ses origines aristocratiques, sur des positions libérales. Le gouvernement a « réussi » à faire converger l'ensemble du monde rural et cette unanimité résulte du fait que l'alourdissement de la taxation soit intervenu après plusieurs années durant lesquelles ces prélèvements avaient déjà créé des distorsions évidentes en termes de production comme au niveau institutionnel.

Sur le plan micro-économique, ces prélèvements génèrent deux effets concomitants.

Le premier :

Ces taxes ont un effet de distorsion pour le calcul économique puisqu'elles interviennent avant les résultats d'exploitation. Elles constituent donc un « impôt » avant l'impôt et de fait, représentent un coût supplémentaire dans l'équation de rentabilité agraire. Pour le producteur, son revenu brut, avant impôts internes, dépend de quatre facteurs : les prix internationaux, la parité du taux de change, les coûts de production et les taxes à l'exportation.

L'augmentation de la pression fiscale par l'application des taxes à l'exportation induit un choix de production biaisé et génère dans l'agriculture pampéenne un double effet d'éviction. Au niveau productif, les producteurs agricoles sont contraints de modifier leurs choix. Les taxes aux exportations ont accéléré le processus de « sojaïsation » de l'agriculture argentine. Sur les 34 millions d'hectares exploités en 2007, plus de 16,5 millions ont été consacrés à la culture du soja, et 17,7 millions en 2008.

En effet, les agriculteurs sont confrontés à deux risques : le risque climatique et le risque lié à l'évolution des prix sur les marchés mondiaux. Ainsi, ils tentent de maximiser leurs gains et de minimiser les risques. Ils choisissent donc le grain qui nécessite le moins d'investissement à l'hectare et qui a le meilleur prix ou tout au moins le moins erratique. Or, la culture du soja nécessite deux fois moins d'investissement que la

culture du blé. La pression fiscale a ainsi renforcé la tendance à l'extension de la production du soja et des OGM dont l'emploi en parallèle avec le semis direct permet une double culture par an.

Le deuxième :

La diminution des marges brutes a provoqué une éviction sociale. La compression des marges poussant aux gains d'échelle a entraîné une augmentation de la taille des exploitations viables. Les petits propriétaires préfèrent désormais louer ou vendre leurs terres plutôt que de les cultiver. Deux agents ont alors émergé dans la décennie 90 : les grandes entreprises agricoles capitalistiques, nommées «pools de siembra» (pools de cultures), qui sont capables de mettre en culture des dizaines de milliers d'hectares. Il y a ensuite les «fideicomisos» (fidéicomis), sorte de fonds d'investissement à vocation agricole qui captent des capitaux urbains.

Ainsi l'intensité capitaliste de l'agriculture et la concentration de la production se sont accélérées. De plus, la concentration est déjà très forte, aussi bien chez les fournisseurs d'intrants que chez les intermédiaires à l'exportation où quelques grandes firmes contrôlent le négoce.

Le déclenchement du conflit dans un contexte où les prix internationaux étaient exceptionnellement élevés et orientés à la hausse pourrait faire croire que l'enjeu était exclusivement celui de l'appropriation d'une rente pressentie ou « potentielle ». C'est le cas, en partie car les producteurs et le gouvernement se sont trompés ; ce niveau de prix n'allait pas perdurer. Une bulle spéculative s'était formée dans le marché international des matières premières.

Néanmoins sur le fond ce n'était pas qu'une lutte pour le partage d'une rente extraordinaire attendue. La décision gouvernementale n'était qu'un révélateur de la fragilité sous-jacente des finances publiques, les besoins de trésorerie du gouvernement l'ont poussé à relever d'un cran la pression fiscale.

Il faut rappeler que ces dernières années, la pression fiscale globale n'a fait qu'augmenter. Elle représentait 21% du PIB en 2006, 23% en 2007 avant d'atteindre 26% en 2008. Sur les cinq points de progression entre 2006 et 2008, les taxes sur les exportations avaient apporté 1,6 milliards de dollars (IERAL, 2008q).

La décision gouvernementale d'établir des taxes variables (l'échelle mobile) permettrait ainsi de renforcer le prélèvement global opéré par l'état. Tandis que la valeur de la production agricole de la campagne 2007/2008 était de 36,5 milliards de dollars, soit plus 70% par rapport à l'année précédente, les revenus apportés par les taxes à l'exportation devaient passer à 10,2 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 136% par

rapport à la campagne précédente (+5,9 milliards de dollars) (IERAL, 2008o).

En ce qui concerne les producteurs, mobilisés massivement, l'augmentation des coûts de production d'une part et l'étouffement des produits alternatifs du soja par des mesures discrétionnaires de l'administration, d'autre part, a fini par lamener leurs marges ainsi ils ne pouvaient pas se permettre de gâcher l'opportunité de profiter des prix rémunérateurs offerts par le marché.

4.3. ET SES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

L'Argentine est un pays fédéral avec un gouvernement central et des Provinces. Le dispositif fiscal compte des impôts prélevés par les administrations de province et les municipalités d'une part ; et d'autre part des impôts collectés par l'administration centrale. Parmi ceux-ci la TVA, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu et les taxes sur le commerce extérieur.

Les trois premiers sont une fois collectés, partagés entre l'administration centrale et les provinces. Les taxes sur les exportations agricoles sont décidées, prélevées et encaissées par l'administration centrale. Dès lors, les budgets de ces administrations provinciales sont lésés par l'existence de ces prélèvements. Et pour cause ceux-ci amputent les revenus touchés par les agriculteurs des territoires provinciaux producteurs de grains, diminuant d'autant la base imposable pour les impôts internes. Tant les impôts et taxes pratiqués dans chaque province que les impôts internes à caractère nationale (TVA, impôts sur les sociétés et impôts sur les revenus) qui doivent être partagés entre l'administration nationale et provinciale.

Rappelons que six provinces apportent, par leur contribution aux exportations agricoles, près de 93% du total encaissé au titre de ces taxes douanières. De surcroît, ces dernières années, ces provinces voient leurs déficits et dettes publiques gonfler tandis que l'administration centrale dégage un excédent budgétaire grâce aux taxes sur les exportations. Le conflit fait ainsi ressortir cet enjeu qui a un caractère politique et institutionnel, parce qu'il met en exergue les rapports entre l'administration fédérale et les provinces.

Ces prélèvements sont du ressort exclusif de l'administration centrale, au détriment des provinces. En effet, c'est l'administration centrale qui fixe leur niveau et leur règlement par ordonnance sans passer par le Parlement. C'est également l'administration centrale qui accapare l'intégralité des taxes et qui décide leur affectation sectorielle et régionale.

Ainsi le manque à gagner pour les administrations des provinces ne découle pas exclusivement du fait que ces taxes à l'exportation ne sont pas partagées mais de la diminution des revenus des producteurs et donc du résultat annuel d'exploitation, ce qui entraîne un rétrécissement de la base imposable. Aussi bien pour les impôts locaux et provinciaux que sur les impôts nationaux, sur les sociétés et sur les revenus. La collecte de ces deux impôts étant répartie entre l'administration centrale et celle des provinces.

Le calcul du manque à gagner se fait sur la base du recensement. D'après celui-ci, 60% des producteurs ont un statut juridique de société, l'impôt sur les sociétés est de 35%, alors que 40% sont des personnes physiques, qui sont assujetties à l'impôt sur le revenu à un taux de 17%. Ce qui permettrait ainsi d'augmenter le transfert en faveur des provinces. Par exemple : +8% pour la province de Buenos Aires et +12% pour les deux autres provinces agricoles, Santa Fe et Cordoba (Selon les estimations de l'IERAL, 2008n).

Le conflit a duré quatre mois, avec un blocage des routes, des grèves de commercialisation des produits de la part des producteurs. Ce qui a entraîné une diminution des exportations et des rentrées fiscales pendant ces quelques mois. Le gouvernement a été obligé de se tourner vers le parlement où le groupe officiel s'est fissuré et son projet de loi a été refusé. Le régime des taxes sur les exportations restant inchangé à la situation ex-ante, c'est-à-dire aux barèmes d'octobre 2007 (Annexe N° 2).

Ainsi, faute d'avoir envisagé une issue coopérative pour le conflit, les acteurs (gouvernement et producteurs) ont joué un jeu « perdant-perdant »... En effet, sur le plan politique le gouvernement a essuyé une défaite. Tandis que la non adoption d'un régime de taxes variables est devenu finalement pénalisant pour les producteurs, suite à la chute des prix internationaux à partir de septembre 2008.

Concernant le rapport entre l'administration centrale et les gouvernements des provinces, le fossé s'est creusé. C'est que pendant plusieurs années tant que la croissance économique et la collecte étaient soutenues, le gouvernement fédéral assurait, certes arbitrairement, des transferts substantiels en faveur des provinces ; via des grands chantiers et d'autres formes de financement au plan social. Ainsi, pendant la période 2002-2007, l'incohérence du système de coparticipation fiscale était gommée et la réforme sans cesse reportée...

Néanmoins, dans la perspective des législatives et face au mécontentement et à la frustration dans les rangs des producteurs, le gouvernement décide en mars 2009 de partager avec les provinces la collecte obtenue

grâce aux prélèvements sur le soja. L'objectif politique étant de désamorcer la grogne des gouvernements de province dont les finances publiques sont en difficulté en leur transférant 30% du montant collecté. Le mécanisme serait la constitution de un « Fonds national solidaire », destiné à financer des grands travaux d'infrastructure en province et dans les municipalités.

Or cette initiative ne peut contenter aucun des acteurs en jeu. Bien sûr les producteurs restent opposés au prélèvement en particulier à niveau de la taxe appliquée qui est de 35% sur le produit qui malgré la baisse des prix internationaux offre une rentabilité assurée, le soja.

Quant aux gouvernements de province, les transferts qui vont recevoir sont somme toute assez modestes, selon les estimations entre 1,4 et 1,8 milliards de dollars, suivant le résultat de la récolte. De surcroît ces transferts sont assortis d'un double mécanisme de redistribution : i) du fait du premier les provinces non productrices de grains, telles celles de la Patagonie ou la ville de Buenos Aires, recevront un transfert net tandis que les provinces grandes productrices de soja (Cordoba, Santa Fe, Buenos Aires) resteront des contributrices nettes ; ii) le seconde, oblige les administrations de province à rétrocéder 30% en faveur des municipalités en proportion de leurs populations ; ainsi ce sont les conglomérats urbains qui seront les bénéficiaires.

5. L'AGGRAVATION DE LA CRISE MONDIALE ENTRAÎNE DES CHOCS EXOGÈNES QUI VONT OBLIGER À CHANGER DE CAP

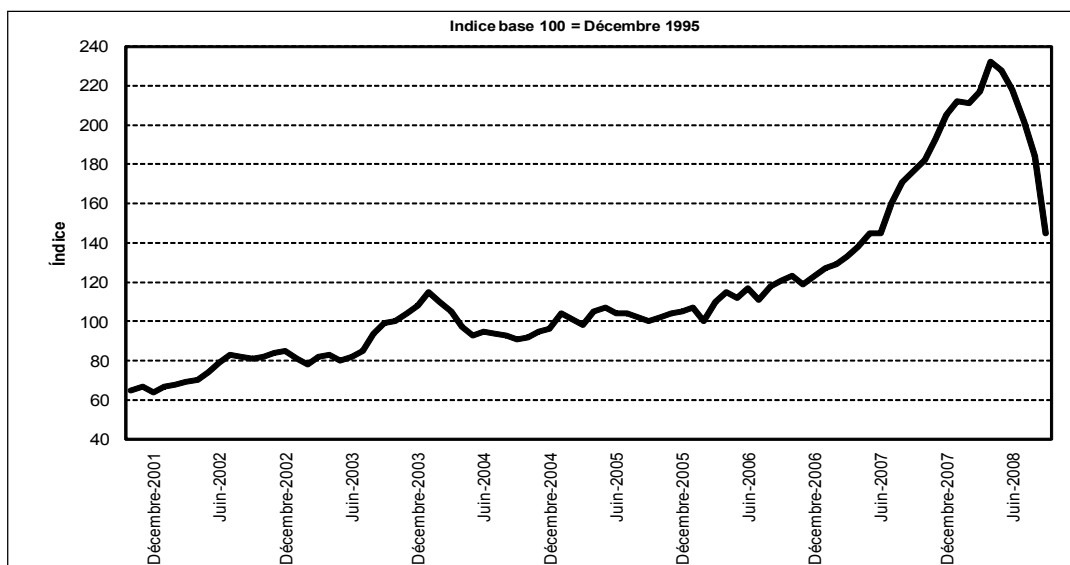
5.1. LES CLIGNOTANTS VIRENT AU ROUGE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Durant les premiers mois de la crise financière, dite des *subprimes*, déclenchée aux États-Unis pendant l'été 2007, le marché immobilier s'est dégradé dans les pays industrialisés et les marchés boursiers ont entamé un lent et progressif recul, mais les prix des matières premières, eux, se sont envolés, en particulier au premier semestre 2008. En prenant l'année 1995 comme *base 100*, l'Indice argentin des prix des matières premières exprimés en dollars avait ainsi atteint 114,4 en moyenne 2004-2007 et 227,3 en juillet 2008 (Graphique N° 4).

Par la suite, la crise a touché tous les compartiments de la finance mondiale. Contaminant le secteur bancaire dans l'ensemble des pays industrialisés provoquant un assèchement du crédit interbancaire et un risque de faillites bancaires en chaîne.

Certes, les États sont venus au secours, néanmoins, à partir de l'été 2008 la crise s'est aggravée avec des retombées sur les principales variables de l'économie réelle : consommation et investissement. Les prévisions

Graphique 4
Argentine : Indice des matières premières en dollars



Source : IERAL selon données de la BCRA, 13/11/2008.

réalisées par les institutions internationales ont dû être revues à la baisse, il est certain que l'ensemble du monde développé enregistrera une croissance fortement négative en 2009.

D'une façon ou d'une autre, l'ensemble des régions et pays en développement y compris les pays émergents sont affectés par la contraction et puis la récession installée aux Etats-Unis, en Europe et au Japon.

Ainsi l'hypothèse du « découplage », selon laquelle les pays émergents et une partie des PVD pouvaient être épargnés par la crise financière des pays centraux, évoquée encore au début de l'année dernière, n'est plus de mise.

Prenons l'exemple de la Chine. Rappelons que pour la Chine, les Etats-Unis, l'Union Européenne et le Japon représentent 48% de ses débouchés. Et puis selon les produits, la Chine représente entre 20% et 40% de la demande mondiale des matières premières, tel que le cuivre, les combustibles, l'aluminium, l'acier, le soja et le riz.

Il faut rappeler que ces dernières années, l'augmentation des prix des matières premières s'explique par l'augmentation de la participation de la Chine et de l'Inde dans le PIB mondial. Ces deux pays représentaient 11% du PIB mondial en 2001 et plus du 15% en 2007. Dans la même période, le prix en dollars des matières premières a augmenté de 97,4%.

La récession généralisée se traduit par une contraction des échanges et pour la première fois depuis 1982, selon les estimations de l'OMC, les échanges

mondiaux vont diminuer de 9% en 2009. Ce contexte assombrit les perspectives macro-économiques en Argentine et pour cause, comme nous avons pu le présenter plus haut, la clé de voûte de la croissance économique entamée en 2003, a été le dynamisme de son commerce extérieur par l'augmentation des revenus d'exportations et l'amélioration sans précédents des termes de l'échange ; ceux-ci sont mis en cause par le nouveau contexte.

En 2008, l'excédent commercial est certes resté largement positif puisque les exportations ont atteint près de 71 milliards de dollars (+27% par rapport à 2007) pour 57,4 milliards d'importations. Or, les exportations ont commencé à chuter à la fin de l'année, -24% en rythme annuel en décembre 2008. Cette tendance s'est renforcée en 2009 ; au premier semestre, les importations ont diminué de 38% et les exportations de 19% (INDEC, 2009b).

Pour l'année 2009, les exportations ne dépasseront pas 55 à 60 milliards de dollars, bien en dessous des 78 milliards prévus dans le budget de l'état. Ainsi si la performance des années fastes (2003-2008) a résulté du dynamisme du commerce extérieur, le ralentissement de la demande mondiale vient aggraver les déséquilibres et les vulnérabilités inhérents au modèle économique en place et pousser l'économie argentine à la récession.

D'autant plus que l'économie argentine est plus sensible à l'évolution du commerce mondial, puisque son degré d'ouverture a augmenté sensiblement depuis le début des années 90. Rappelons que le ratio exportations

+ importations / PIB n'était que de 16% en 1993, il est passé à 45 % en 2008.

Les seules importations / PIB sont passées de 10% à 20% dans la même période, c'est-à-dire 1/5^{ème} du PIB. Il va de soi que la diminution des exportations va se traduire par une diminution des importations, ce qui affectera dans un sens récessif, l'économie argentine.

Le profil exportateur de l'Argentine, en termes géographique est certes diversifié ; ses principaux débouchés étant le Mercosur à hauteur de 22,5% (dont le Brésil 18,5%), le reste de l'Amérique latine à hauteur de 13%, l'UE pour 19%, 10% pour le NAFTA, et 10% pour la Chine. Or ces économies sont en récession ou en voie de contraction et on assiste à une chute de leurs importations.

L'arrêt brusque des flux commerciaux du Brésil et de la Chine illustre cette situation :

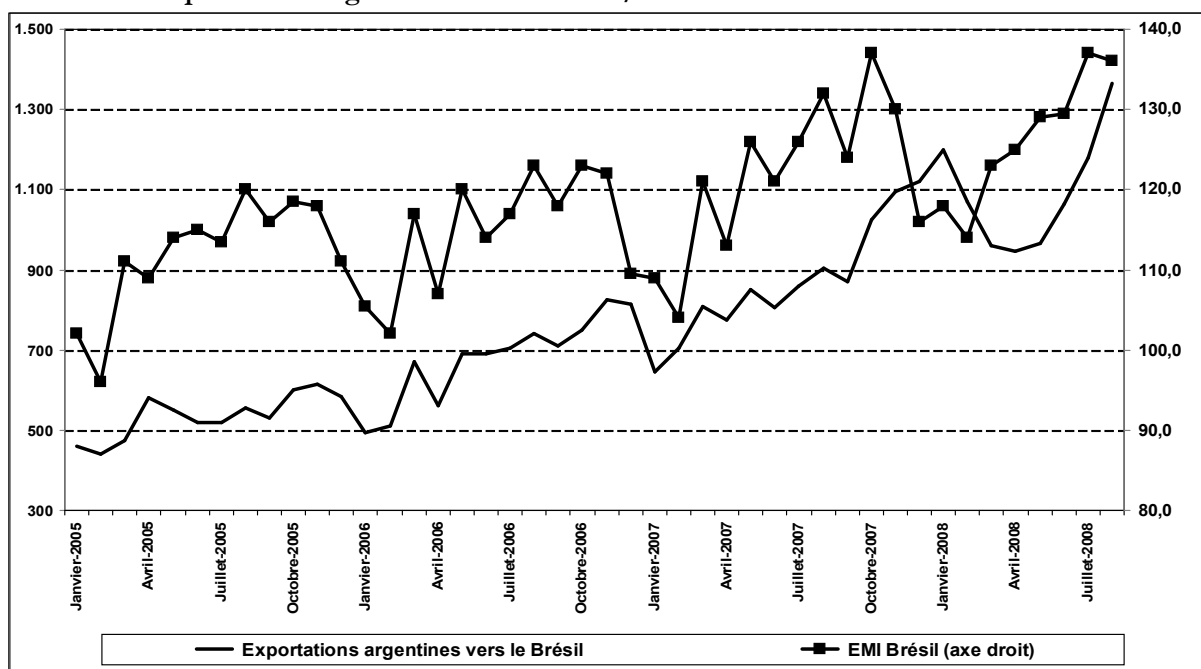
- Les importations totales brésiliennes qui progressaient de 40%, n'ont augmenté que de 9% en novembre 2008. Sur l'année, le PIB brésilien a progressé de 5,8% et, dans le meilleur des cas, le taux de croissance prévu pour 2009 sera divisé de moitié, alors que, de surcroît, le réal, s'est fortement déprécié vis-à-vis du dollar. En fait, le Brésil est confronté depuis l'été 2008 à une inversion des flux de capitaux, doublée d'une forte dépréciation de sa monnaie et de l'effondrement de la Bourse. Le pays est

frappé par la crise internationale *via* le canal financier et il connaît un fort ralentissement de son économie et de ses importations. Non seulement celles-ci n'augmentent plus de 20% à rythme annuel (soit quatre fois plus vite que le PIB!), mais l'excédent commercial a disparu et le déficit de balance courante, certes modéré, est réapparu, équivalant à 1,4 % du PIB en août 2008, en glissement annuel (BNPPARIBAS, 2009).

Les échanges entre l'Argentine et le Brésil ont commencé à diminuer en octobre 2008, puis se sont effondrés, au premier trimestre 2009. Pendant le premier semestre de cette année les importations argentines en provenance du Brésil ont diminué de 44,5% tandis que les exportations argentines ont chuté de 20%. Cette forte contraction des importations brésiliennes affecte d'ores et déjà les exportations argentines, en particulier les produits industriels qui composent 51% des envois argentins sur le Brésil (Graphique N° 5).

- Dans le cas de la Chine, les importations totales ont augmenté de 40% à rythme annuel sur le premier semestre 2008, mais elles ne progressaient plus que de 15 % au dernier trimestre. Les échanges bilatéraux Argentine/Chine ont augmenté rapidement depuis le début de la décennie (Graphique N° 6). Les flux ont été multipliés par sept et leur évolution est restée équilibrée, le solde étant devenu excédentaire pour l'Argentine à partir de 2002.

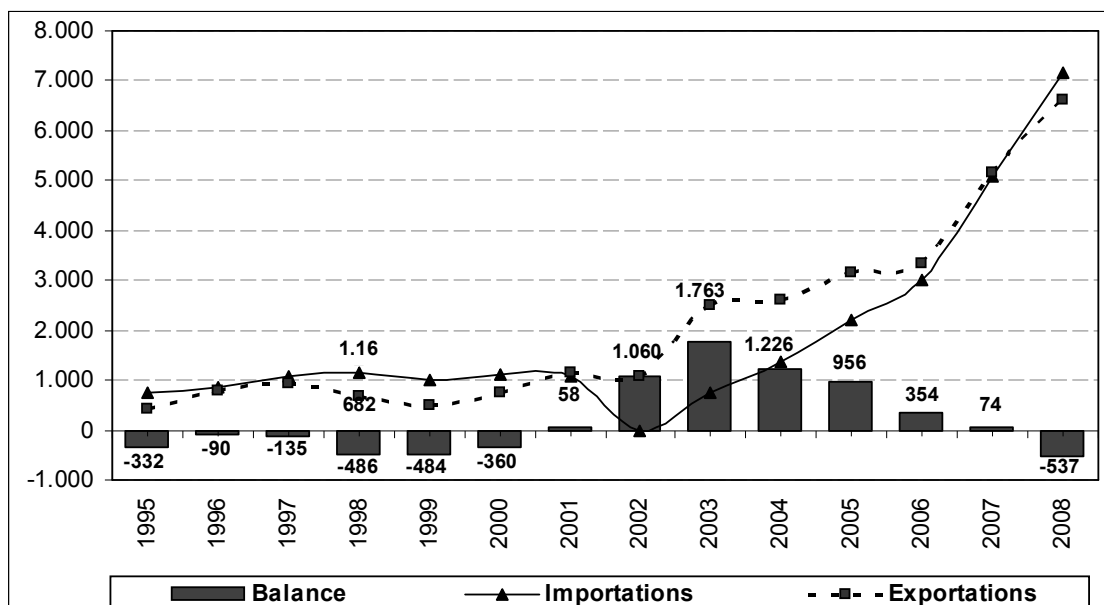
Graphique 5
Exportations argentines vers le Brésil/Production industrielle brésilienne



Notes : Exportations argentines en millions de US\$
Production industrielle Brésil base 2002 = 100

Source : IERAL selon données de l' IBGE et de l'INDEC, 16/10/2008.

Graphique 6
Échanges commerciaux de l'Argentine avec la Chine (en millions de US\$)



Source : abeceb.com, selon données de l'INDEC, 02/02/2009.

Les exportations chinoises vers l'Argentine ont certes progressé davantage à partir de 2006, mais cette progression a été plus que compensée par l'augmentation des cours des matières premières dont se composent à plus de 90% les exportations argentines en Chine. C'est finalement la chute des prix des *commodities* qui a, fin 2008, renversé le solde bilatéral en faveur de la Chine (ABECEB. 2009b).

5.2. LES CLIGNOTANTS VIRENT AUSSI AU ROUGE EN TERMES DES RECETTES FISCALES

Composée de cultures d'hiver et d'été, la production de grains d'exportation est répartie sur deux ans. Ainsi, la conjonction de trois éléments adverses au début de la campagne 2008-2009 va se traduire par un recul de la production et de l'offre des exportations.

Ces trois facteurs sont : le renversement du contexte mondial et la chute des prix internationaux ; les retombées négatives de la crise sur le plan interne, en particulier sur les rapports entre le gouvernement et le secteur agricole et enfin des facteurs climatiques autrement dommageables, une sécheresse qui a fortement perturbé l'emblavage et le rendement des cultures d'hiver.

Ainsi à partir des estimations de production et des niveaux des prix attendus, on peut se faire une idée de la contribution du secteur agricole à la balance

commercial, à la collecte d'impôts et donc à l'excédent budgétaire dont nous avons vu le rôle essentiel dans la soutenabilité de la gestion macro-économique.

La production va fortement chuter par rapport au cycle 2007-2008. Cette chute s'explique par une diminution de la surface sous culture à cause de la sécheresse et des incertitudes des agents économiques, c'est-à-dire les producteurs agricoles, qui se traduisent par une diminution de la rentabilité, l'assèchement du crédit et les politiques publiques qu'ils considèrent comme contraires à leurs intérêts.

Selon les estimations de sources locales, la diminution de la production de grains devrait être proche de 30% (Roulet, 2009). Ainsi avec une récolte de 65 millions de tonnes, rappelons que celle-ci avait atteint 92 millions en 2007-2008, la production reviendrait au niveau de dix ans en arrière.

La chute de la production est prononcée dans les cas des céréales, du blé et du maïs de même que pour le tournesol, supérieure à 30%. Ces cultures ont été frappées durement par la sécheresse qui s'est traduite par des rendements moindres et par une surface emblavée moindre. C'est le cas du blé, par exemple, dont la superficie allouée a diminué de 20% et la production devrait chuter de 48%. C'est-à-dire que près de la moitié de la production en moins s'explique par la diminution des surfaces dédiées à cette culture. Un

phénomène similaire est arrivé pour le maïs. Par contre, la surface allouée au soja a progressé de 5%, augmentant sa participation dans le total sous culture et dans la production totale de grains. Ceci malgré une récolte qui devrait plafonner autour de 34 millions de tonnes (-29%).

Encore une fois tel que nous l'avons expliqué plus haut, dans un contexte incertain, une progression des coûts de production, la taxation inchangée et les prix orientés à la baisse, la filière du soja en sort renforcée.

Le niveau des prix sur les marchés internationaux déterminera à partir d'un volume de production donné le montant final des exportations en 2009, ainsi que le niveau de revenu brut pour les producteurs et le montant des impôts collectés à titre des taxes sur l'exportation.

Quel est le niveau de prix auquel sera écoulee l'offre exportable de la campagne 2008-2009 ? Actuellement le niveau des prix du blé et du tournesol est le même qu'il y a deux ans (janvier 2007) ; pour le maïs il est légèrement en dessous, seulement celui du soja reste 50% supérieur.

Il est difficile d'estimer avec précision et pour chacun des produits concernés le niveau des prix auquel le volume total sera commercialisé. Sachant que les producteurs pratiquent différentes modalités selon leurs contraintes : la vente à terme et avec des prix fixés à l'avance, la vente en cours de récolte ou s'ils ont les moyens de stockage et d'atteindre, plus tard. On peut considérer que les volumes exportés se répartissent par tiers selon ces trois modalités.

Tel que l'illustre le Tableau N° 2 ci-dessous la diminution des prix FOB pour la campagne actuelle devrait s'effectuer à -20% pour le soja et -45% pour le tournesol. Les pourcentages étant intermédiaires pour le maïs et le blé.

En tout cas, comme le montre le Tableau N° 2, les prix FAS devraient diminuer pour toutes les exportations et, compte tenu de ces hypothèses, la valeur de la production chuterait de 12 à 14 milliards de dollars,

soit -34% à -40% par rapport à la campagne 2007/08. Résultat : le revenu brut des producteurs tomberait de 7,2 à 8,6 milliards de dollars, soit -30% à -40% par rapport à la campagne précédente.

Si, comme cela devrait être le cas, les exportations diminuent en volume et en prix en 2009, leur valeur en devises va chuter de près de 13 milliards de dollars, soit un « manque à gagner » équivalent à plus de 15 % des exportations totales réalisées en 2008 et le risque d'amputer de 80 % à 90 % l'excédent de la balance commerciale dégagé l'année précédente. De plus, le montant de taxes prélevé devrait atteindre au plus 5,3 milliards de dollars contre 9 milliards un an plus tôt. Cette perte pour le budget de l'État représente plus d'un tiers de ce qui avait prélevé l'année précédente et près du 6% de la collecte totale d'impôts de l'administration fédérale et près de 40% de l'excédent budgétaire obtenu en 2008 (Roulet, 2009).

Et pour les revenus des agriculteurs...

Si le gouvernement fait face à des défis incontournables, suite à la dégradation du contexte international, les producteurs agricoles devront relever un défi majeur : celui de s'assurer un seuil minimum de rentabilité. Et pour cause, l'horizon s'est assombri : une baisse de la croissance dans les marchés émergents asiatiques, moins de débouchés pour les exportations argentines, doublé d'une chute des prix internationaux. L'effondrement du prix du pétrole qui rend moins attractive la production des biocarburants et enfin un durcissement des conditions d'accès au crédit auquel l'Argentine n'échappe pas...

Pour contrebalancer la détérioration du contexte international on pouvait s'attendre à des mesures favorables sur le plan local, c'est-à-dire dans le dispositif des politiques publiques à l'égard du secteur agricole (fiscalité, financement...). Or il n'en est rien. Les exportations de plusieurs produits comme la viande, le blé, le lait sont touchées et restent soumises à des

Tableau 2

Campagne agricole 2008/2009-Prix FAS de vente observés et estimés					
(Bourse de Rosario, en US\$ par tonne)					
Campagne	Blé à pain	Maïs	Sorgho	Soja	Tournesol
2007/2008	184	289	133	289	368
2008/2009	122	237	84	237	197
Variation	-33,70%	-20,00%	-37,10%	-18,00%	-46,50%

Note : moyenne simple sur 12 mois y compris prix de marchés à terme.

Source : IERAL, selon données de la SAGPyA et la Bolsa de Comercio de Cereales, 12.02.2009.

contraintes administratives : contingentement et en plus avec un niveau de quotas changeant ; tandis que les marchés à terme sont en fait bridés par la réglementation ; bref, les signaux du marché sont parasités par l'intervention publique.

Dès lors la campagne agricole 2008-2009, devrait être affectée : on constate une diminution du capital entrant dans l'agriculture en provenance des agents urbains tels les « fideicomisos » agricoles, ces fonds d'investissement qui avaient le vent en poupe ces dernières années. Les producteurs eux-mêmes ont diminué les investissements en équipement durable ce qui frappe fortement l'industrie du machinisme agricole. Ainsi pour la campagne 2008, le niveau d'investissement, toutes rubriques confondues, devrait passer de 8 milliards à 6,2 milliards, l'année prochaine³.

Dans la perspective certaine d'une diminution des marges brutes, la prudence est de mise, tant en termes des surfaces exploitées que concernant le choix des cultures ; la filière soja se voit encore renforcé : plus de la moitié de la surface sous culture (17,7 millions d'hectares) y est consacrée (70% à Cordoba, 1^{ère} province productrice de soja et 65% à Santa Fe).

Pour atteindre le seuil de rentabilité l'exploitant doit réussir à obtenir le « point mort », or celui-ci se déplace dans l'équation puisqu'il dépend des coûts de production qui ont progressé ces derniers temps et des prix qui, eux, ont diminué.

Concernant les coûts des intrants, on a assisté à une forte progression pendant les premiers mois de 2008. Certainement encouragés par la remontée des prix

internationaux des matières premières agricoles : +73% pour les engrais, +35% pour le glyphosate, phosphate, +68%, tandis que les prix des machines enregistrait une hausse modérée, +4% pour les moissonneuses et +4% pour les tracteurs (IERAL, 2008k).

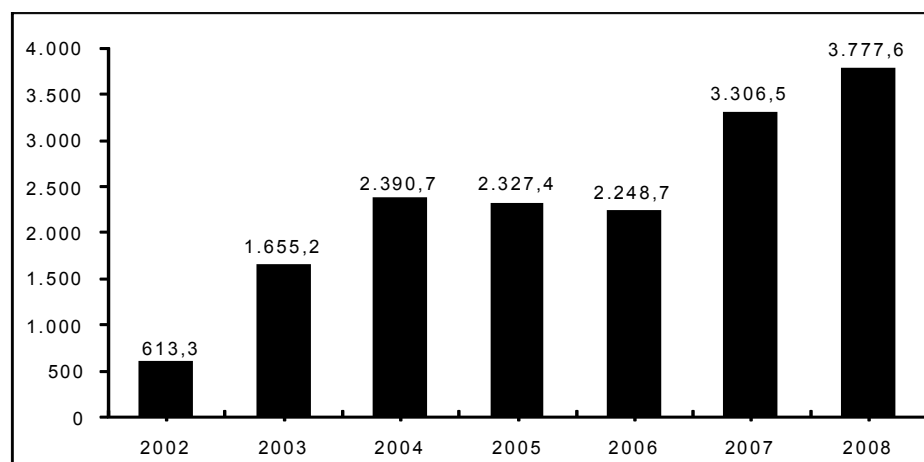
Dans ce nouveau contexte l'industrie du machinisme agricole sera affectée au premier rang. Certes, en 2008 le volume total des machines est resté pratiquement inchangé par rapport à l'année 2007 (unités vendues : 28.028 en 2007 et 26.642 unités en 2008, -5%) (INDEC, 2009b).

Et même en progression en termes de chiffre d'affaires, celle-ci a augmenté de 14% (Graphique N° 7). Avec une forte progression des machines importées qui profitent d'un financement disponible qui les rendent plus concurrentielles que les machines nationales.

Néanmoins, pendant le quatrième trimestre 2008, le retournement du marché est frappant, les ventes de machines agricoles ont chuté de 30% et cette tendance s'aggrave puisque pendant le premier bimestre 2009, la contraction du marché va plus loin. En février 2009 par rapport à février 2008, les ventes de tracteurs et de moissonneuses a diminué respectivement de 70% et de 78% (Instituto de Estudios Económicos-Bolsa de Cereales, 2009).

Ainsi le marasme dans la production agricole a de fortes retombées négatives sur l'industrie du machinisme agricole qui emploie plus de 45.000 salariés et affecte globalement près de 150.000 incluant les activités liées à cette industrie en amont et en aval⁴.

Graphique 7
Ventes de machines agricoles de 2002 à 2008
(en millions de pesos argentines)



Source : INDEC, Informe de coyuntura de la industria de maquinaria agrícola, 2009b.

³ Estimations d'Openagro Consulting, citées dans l'article de Fernando Bertelle, La Nación, 13/02/2009.

⁴ CAFMA (Cámara Argentina de Fabricantes de Maquinaria Agrícola).

Dans la deuxième moitié de l'année, les prix des intrants, engrais et pesticides ont chuté. Et pour cause, le choix de cultures a fait diminuer celles du maïs et du blé, cultures plus gourmandes en intrants, au profit du soja ; de plus il y a eu une diminution de la surface emblavée. Par contre, les prix des travaux agricoles (préparation des sols, le semis, la moisson, etc.) ont continué à progresser de 17,3%, de 20,5% et de 9,4% respectivement pour le blé, le maïs et le soja (IERAL, 2009).

Le seul poste où il y aura une diminution des coûts sera celui de la location des terres, mais seulement à partir du cycle prochain, 2009-2010, puisque pour la campagne en cours, 2008-2009, les producteurs-locataires avaient loué très cher en plein boom des prix des matières premières dans les mois de mars à juin 2008, et ils se retrouvent avec une rentabilité négative et de pertes sèches vu le cours des prix internationaux.

Rappelons que la location des terres se fait selon trois modalités : i) prix à l'hectare fixé, et souvent payé cash, à l'avance ; ici le risque est entièrement assumé par le locataire ; ii) prix fixé à l'avance mais en volume, en nombre de quintaux à l'hectare; dès lors, le risque des prix sur le marché est partagé ; le risque de rendement restant à la charge du locataire ; et iii) loyer à pourcentage, le barème fixé selon un certain pourcentage de la production obtenue ; l'ensemble du risque est entièrement partagé ; il va de soi que l'avance en capital et la gestion de la production restent à la charge du locataire.

Cette dernière modalité est appelée à revenir en force en parallèle avec la chute des prix de la location des terres. Cette baisse est estimée pour l'année prochaine à 20% en moyenne. Certes cette diminution sera modulée selon les régions plutôt modeste, autour de

10%, dans la zone noyau du nord-est pampéen où le loyer à l'hectare, rappelons-le, était passé de 180 dollars en 2002 à 500 dollars en 2008. La chute pourrait aller jusqu'à 40/50% dans les zones périphériques où la fertilité de la terre est faible et la productivité moindre (Nord de Santa Fe, Entre Rios et Sud de Buenos Aires).

Le montant total en location de terres devrait passer de 4,5 milliards de dollars à 3,3 milliards ce qui ferait des économies pour les locataires de terres mais un manque à gagner de 1,2 milliards de dollars pour les revenus des propriétaires fonciers.

De même que dans la période 2003/2008 avec des prix internationaux à la hausse, les grands agents dans la location de terres, les « pools de siembra » ont représenté un vecteur à la base de la bulle des prix à l'hectare, ce sont ces agents qui poussent désormais à la baisse, étant donné leur pouvoir de négociation et la possibilité d'augmenter leurs implantations en Uruguay et au Brésil, diminuant simultanément leur présence dans la prochaine campagne en Argentine.

Si les prix internationaux devaient revenir à ceux du début 2007, la marge brute pour les principaux produits, le soja, le maïs, le blé, devrait rester positive tel qu'on peut l'observer dans le Tableau N° 3 ci-dessous, aussi bien les marges en termes nominaux c'est-à-dire en pesos, qu'en termes réels, en dollars, chutant respectivement de 33% à 76%.

Et comme on peut l'observer, le soja reste la culture avec une marge supérieure à l'hectare ; ce qui est logique sachant que son ratio marge brute/coûts de production est le plus élevé (voir Graphique 8, ci-dessous).

La chute des marges brutes frappe particulièrement plus les exploitants petits et moyens et ceux qui obtiennent une productivité plus faible. En effet, dans

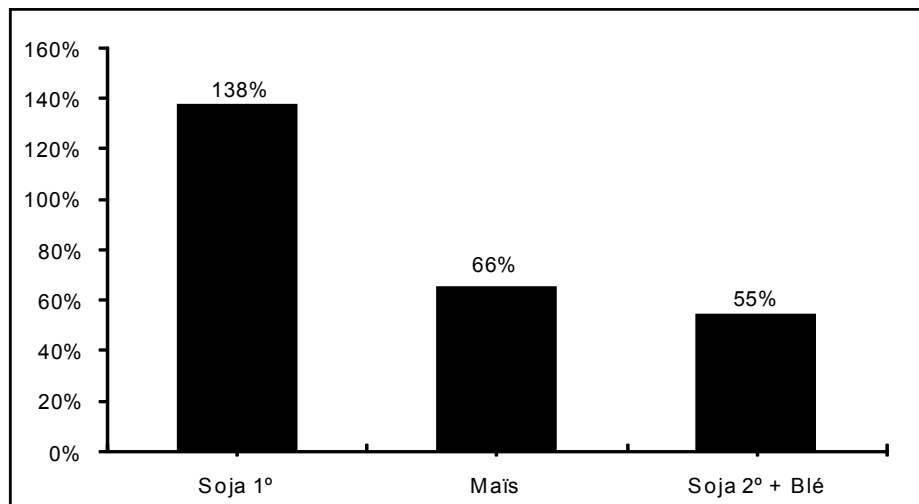
Tableau 3

Marge brute d'exploitation 2007/08 et 2008/09, par produits, en termes réels et nominaux (en US\$ par hectare)						
Campagne	Blé à pain	MB Nominale Campagne 07/08	MB Nominale Campagne 08/09	MB Réelle Campagne 08/09*	Variation de la MB Nominale	Variation de la MB réelle
Soja de	3,0	478	400	320	-16%	-33%
Maïs	6,5	464	312	250	-33%	-46%
Soja de	1,8	263	217	173	-17%	-34%
Blé	2,5	236	71	57	-70%	-76%
Tournesol	1,8	307	110	88	-64%	-71%

Note : En taux réel, l'inflation est estimée à 25% en dollars.

Source : IERAL selon données Revista Márgenes Agropecuarios, Foco, 21/08/2008.

Graphique 8
Rapport marges brutes et coûts directs
Soja 1°, Maïs et Soja 2°-Prévisions campagne 2008/2009



Source : IERAL, selon données de la Revista Márgenes Agropecuarios, Foco, 21/08/2008.

les coûts de production, les dépenses de structure c'est-à-dire les coûts fixes, sont décroissants selon la surface cultivée. Ainsi, une unité productive de 1.500 hectares dépense trois quintaux à l'hectare tandis qu'une autre de 500 hectares dépense 4,3 quintaux. En outre, la possibilité d'utiliser certaines technologies et types de machines est liée à l'échelle de production et ne se justifie pas dans les petites exploitations. Enfin, les coûts des intrants peuvent être compressés lorsque on détient un vrai pouvoir de négociation vis-à-vis des fournisseurs c'est le cas des « pools de siembra » qui ont de vraies centrales d'achat capables d'obtenir des prix plus bas pour les phytosanitaires et les engrais, et qui ont une politique de gestion de stocks.

Pour faire face à l'augmentation des coûts et à la baisse des prix et donc à la compression des marges, la solution a toujours été de recourir à une utilisation accrue de nouvelles techniques et augmenter l'échelle de production. Néanmoins cette réponse se trouve contrée par un accès au financement plus difficile. Les sources de financement sont l'autofinancement, le crédit bancaire, le crédit commercial offert par les fournisseurs d'intrants et les fonds d'investissement de type « fideicomiso » et/ou « pools de siembra ».

Pour le crédit bancaire il n'y a pas eu de décre en 2008 ; tout au plus un certain tassement dans l'encours du crédit dans une province clé, Cordoba, tandis que dans le reste du pays, l'encours du crédit bancaire continue de progresser. Par contre la contraction du crédit commercial est avérée puisque les fournisseurs

eux-mêmes ont des difficultés pour se refinancer à des conditions avantageuses. Comme nous l'avons déjà signalé, dans un horizon incertain pour les prix agricoles, il y aura un repli certain des flux de financement urbain qui allaient auparavant chercher une rentabilité supérieure dans l'activité agricole ; d'autant plus que l'augmentation des taux d'intérêt et la spéculation sur les devises renforceront la préférence pour la liquidité.

En ce qui concerne la capacité d'autofinancement des producteurs elle n'est pas par définition uniforme et dépend du niveau d'endettement des producteurs, celui-ci est parfois élevé lorsque des gros investissements en machines ont été réalisés ces dernières années. Il dépend aussi de la disponibilité de cash et/ou de grains stockés de la récolte précédente, dont une partie n'a pas encore été commercialisée et reste ensilée dans les campagnes.

6. ÉPILOGUE : UN CHANGEMENT DE CAP S'IMPOSE...

Le principal défi du gouvernement argentin est de préserver l'excédent budgétaire et de faire face aux importantes échéances de la dette à régler en 2009 comme en 2010. Selon les hypothèses de collecte prévues dans le budget bouclé au dernier trimestre 2008, les besoins de financement pour 2009 étaient pratiquement couverts. Mais, depuis, tous les clignotants ont viré au rouge. Le commerce extérieur s'est contracté et l'activité domestique, d'où devaient provenir les recettes escomptées, a ralenti. Le défi majeur pour le gouvernement est donc de se financer, sachant que

L'Argentine n'a pas accès au marché international des capitaux car il lui est interdit d'émettre des obligations avant d'avoir régularisé sa situation auprès des détenteurs de bons en défaut qui ont refusé les conditions de restructuration de la dette publique qu'elle leur a unilatéralement imposées en 2005. Les sources publiques bilatérales pourraient, elles, se rouvrir plus facilement si l'Argentine normalisait sa situation auprès du Club de Paris ; elle pourrait ensuite se tourner vers le *Fonds Monétaire International* (FMI).

De surcroît et à sa manière, l'Argentine a éprouvé également en 2008 un « *sudden stop* », c'est-à-dire une inversion soudaine des flux de capitaux. Certes, les flux intrants ont été ces dernières années modestes en termes d'IDE et d'investissements de portefeuille y compris pour les émissions obligataires des entreprises, de crédits bancaires et plus modeste encore en concept d'émission de titres publics, exclusivement achetés par le gouvernement vénézuélien. Néanmoins, le bilan des flux nets était positif en 2007, il s'est drastiquement renversé par les sorties des capitaux, principalement des résidents.

Pendant l'année 2008 les sorties de capitaux privés ont atteint 23 milliards de dollars. Il va de soi que le pays ne pourrait pas supporter une telle saignée en 2009 sans que d'autres paramètres au premier rang, les réserves internationales et la parité peso/dollar ne se détériorent et fragilisent d'avantage le cadre macro-économique. Or pendant le premier trimestre 2009 la sortie de capitaux privés a atteint 4.370 milliards de dollars, ainsi si la tendance devait rester la même le montant annuel serait similaire à celui de 2008.

Acculé par ses besoins de financement, le gouvernement se trouve dans un dilemme : boucler ses comptes sans pour autant étouffer la production agricole. Ainsi dans le conflit qui oppose les producteurs ruraux et le gouvernement, depuis un an, les deux protagonistes sont affaiblis. En outre, le conflit s'est fortement politisé et ceci dans les perspectives des élections législatives dont l'échéance normale était octobre 2009 et qui ont été avancées au mois de juin par décision de l'exécutif. Comme nous l'avons vu précédemment, le conflit a créé des clivages et des fissures institutionnelles dans les relations entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux, principalement ceux des provinces qui contribuent le plus aux exportations agricoles.

Les producteurs sont affaiblis et usés et une bonne partie d'entre eux ont été poussés à la faillite par la sécheresse qui a fait beaucoup de dégâts. Dans leur ensemble, ils disposent de moins de cash mais détiennent des réserves de grains estimées à 5 millions de tonnes.

Néanmoins, après un an de conflit, l'ensemble des organisations représentatives du secteur restent soudées dans l'action, alignées derrière une sorte de Coordination (« *Mesa de Enlace* ») et ceci malgré la politisation et les conséquences institutionnelles du conflit dont nous venons de parler, qui auraient pu éroder leur cohérence.

Si on devait faire un parallèle avec la situation des premiers mois de 2008, on pourrait dire qu'elle s'est aggravée. A l'époque l'enjeu portait sur qui, et en quelle proportion, intercepterait une rente grandissante étant donné la montée en flèche des prix internationaux. Aujourd'hui la pièce se joue dans un scénario dégradé où les acteurs ont beaucoup moins des marges de manœuvre.

Le gouvernement peut difficilement céder sur les taxes, en particulier les prélèvements sur le soja, puisque ces recettes finançaient pratiquement le total de l'excédent budgétaire primaire en 2008 et ne couvriront que 60% en 2009 et à condition que les prix se stabilisent. La décision récente du gouvernement de « partager » avec les administrations des provinces les recettes obtenues grâce aux taxes sur les exportations du soja ne change rien à l'affaire ; la situation des producteurs reste la même. Ainsi les producteurs n'ont pas des raisons de désarmer puisque leurs marges ont été laminées ; surtout pour les petits et moyens exploitants qui sont ceux qui engrossent la base sociale de la mobilisation anti-gouvernementale. Dès lors, sans sortir de l'actuel schéma macro-économique, la gestion se trouve face à la quadrature du cercle. Trouver une alternative viable suppose de changer d'approche globale.

Tout d'abord pour desserrer la dépendance dans laquelle se trouve aussi bien le gouvernement que les producteurs agricoles par rapport au soja. Pour ce faire il faut une politique favorable à l'offre, capable de débrider les capacités de production dont recèle l'agriculture pampéenne. En effet, comment peut-on expliquer un recul aussi marqué des produits tels que le blé, le lait et l'élevage bovin pour lesquels l'Argentine détient des avantages comparatives avérées, si ce n'est par les distorsions introduites par des mesures administratives discrétionnaires. Dans un contexte adverse, avec une production en berne et des producteurs en repli, l'approche « fiscaliste » dont le seul objectif est d'augmenter la collecte pour l'Etat, est épuisée...

En effet, au niveau actuel des prix internationaux, l'agriculture pampéenne reste rentable, plus encore, son avantage comparatif va se renforcer puisque d'autres concurrents moins bien lotis en termes de disponibilités de bonnes terres agricoles se verront évincés de la

compétition. Ainsi pour peu qu'on diminue les taxes à l'export pour le soja et qu'on procède à une libéralisation progressive des contraintes qui pèsent sur d'autres produits (viande, lait, blé), les producteurs augmenteront les surfaces l'année prochaine. Les volumes exportés viendront compenser des prix moindres, et l'Argentine sera bien positionnée quand l'économie mondiale redémarrera et avec elle la demande de *commodities* y compris pour la filière des biocombustibles.

Le gouvernement devrait revenir vers des politiques moins dépensières en diminuant les subventions et les transferts vers le secteur privé et démonter progressivement et parallèlement le système complexe de subsides et celui de taxes sur les exportations agricoles. Il devrait aussi normaliser la situation avec les marchés internationaux de capitaux afin de ne pas être obligé de dégager un excédent primaire budgétaire aussi élevé.

En résumé, voilà le changement de cap qui est indispensable et que les élections législatives de mi-mandat, qui se sont tenues le 28 juin, et dont les résultats ont été adverses au gouvernement, met à l'ordre du jour. Il restera ensuite à l'Argentine à se doter d'une politique d'État sur la place et le rôle de l'agriculture pampéenne.

À ces conditions, le mérite de ce long conflit aura été de faire prendre conscience à la société tout entière de l'importance des enjeux et des atouts détenus par le pays. Le moment semble venu d'ouvrir une large concertation pour lui permettre de tirer parti des avantages des filières agro-alimentaires et, pour ce faire, de formuler des politiques publiques prenant en compte la diversité des situations, ainsi que la segmentation des producteurs selon les différentes zones et types de production, mais aussi d'adopter une fiscalité agricole stable et rationnelle, capable d'assurer à la fois un horizon prévisible aux producteurs et des revenus substantiels à l'État tout en éliminant les mauvais impôts et en améliorant la collecte des impôts internes portant sur les sociétés, les revenus et les actifs cumulés, en particulier les grandes fortunes.

Or une nouvelle fiscalité suppose la remise à plat du dispositif de « coparticipation », de partage des recettes Nation-Provinces et la sanction d'une nouvelle loi tel que le stipulait la réforme constitutionnelle approuvée en 1994. Sans cesse reportée la réforme fiscale est devenue désormais incontournable.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGENCE ARGENTINE DE CONSULTATION ÉCONOMIQUE ONLINE, ABECEB. 2009a. «Perspectivas para las exportaciones en 2009». *Informe especial*, febrero 2009.
- AGENCE ARGENTINE DE CONSULTATION ÉCONOMIQUE ONLINE, ABECEB. 2009b. «Comercio con China: el fin de una etapa de balance positivo». *Informe económico semanal*, 02/02/2009.
- AGENCE ARGENTINE DE CONSULTATION ÉCONOMIQUE ONLINE, ABECEB. 2009c. *Resultados del comercio exterior argentino*. Punto 1. En: <http://www.abeceb.com>; consulta: 28/01/2009.
- AGENCE ARGENTINE DE CONSULTATION ÉCONOMIQUE ONLINE, ABECEB. 2009d. «La caída del comercio mundial muestra fuertes efectos en la región en el primer bimestre del año». *Informe Económicos Mensual*, Abril 2009.
- ARGAÑARAZ, Nadin. 2008. «Retenciones y coparticipación de impuestos: ¿Cuánto ingreso están resignando las provincias?». En: *IERAL, Monitor fiscal* N° 8, 07/04/2008.
- BERTRAND, Jean-Pierre ; HILLCOAT, Guillermo *et al.* 2001. *Les principaux facteurs de la compétitivité des filières céréales et oléo-protéagineux au Brésil et en Argentine : politiques des États et stratégies des acteurs*. Paris : Contrat SIA/FOP-INRA, Rapport (décembre).
- BERTRAND, Jean-Pierre; HILLCOAT, Guillermo. 1996. *Brésil et Argentine. La compétitivité agricole et agro-alimentaire en question*. Paris : Editions INRA-L'Harmattan.
- BNPPARIBAS. 2009. *Conjoncture*, N°1 (janvier). Paris : BNP-PARIBAS.
- BOLSA DE CEREALES. 2008. *Estimaciones agrícolas. Panorama Agrícola Semanal. Relevamiento al 12.12.2008*. Buenos Aires, Bolsa de Cereales.
- BRODERSON, Mario. 2008. «Frente a la oportunidad internacional más excepcional de la historia argentina». En: *Argentina Macroeconomic Outlook, Econometrica S.A.* (Junio).
- CASTIÑEIRA, Ramiro. 2008. «Volvió el atraso cambiario». En: *Argentina Macroeconomic Outlook, Econometrica S.A.* (diciembre).
- CECONI, Tulio, CECONI, Jorgelina; CECCARELLI, Virginia. 2009. «Desafíos 2009 de la economía de Santa Fe». En: *IERAL, Documento de Trabajo Año 15, Edición N° 76*, febrero.
- CENTRO DE ESTUDIOS PARA LA PRODUCCIÓN, CEP. 2008a. *Comercio bilateral Argentina-China, año 2007*. Buenos Aires: CEP, Secretaría de Industria, Comercio y Pyme, Ministerio de Economía y Producción.
- CENTRO DE ESTUDIOS PARA LA PRODUCCIÓN, CEP. 2008b. *Comercio bilateral Argentina-Brasil, enero-abril 2008*. Buenos Aires: CEP, Secretaría de Industria, Comercio y Pyme, Ministerio de Economía y Producción.
- CENTRO DE ESTUDIOS PARA LA PRODUCCIÓN, CEP. 2008c. *Síntesis de la economía real. Sept. 2008*. Buenos Aires: CEP, Secretaría de Industria, Comercio y Pyme, Ministerio de Economía y Producción.

CENTRO DE ESTUDIOS PARA LA PRODUCCIÓN, CEP. 2008d. *Monitoreo del comercio exterior argentino. Primeros 9 meses de 2008*. Buenos Aires: CEP, Secretaría de Industria, Comercio y Pyme, Ministerio de Economía y Producción.

COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA, CEPAL. 2009. *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2008*. Santiago de Chile: CEPAL.

CRISTINI, Marcela; BERMÚDEZ, Guillermo. 2008. *La soja no era petróleo y ...* Buenos Aires: INTAL-Serie Indicadores de Coyuntura, 486, pp. 22-25.

DIARIO LA NACIÓN. 2005. *Edición del 15/02/2005*. Buenos Aires.

ECOLATINA. 2008. *Informe Económico Semanal*, IES N° 686, 10.10.2008, Buenos Aires.

ECONOMÍA Y REGIONES. 2008. *Reporte Económico N° 76*, p. 12. 30/12/2008.

ECONOMÍA Y REGIONES. s/f. «Breve comentario sobre la derogación de la Resolución 125 del Ministerio de Economía». En: *Reporte Económico N° 70*, Buenos Aires.

ECONOMÍA Y REGIONES. s/f. «El comportamiento de la política monetaria en el contexto de la crisis agropecuaria». En: *Reporte Económico N° 70*, Buenos Aires.

GARZÓN, Juan Manuel. 2009. «Cuantificando el impacto que los problemas del agro tendrán en las macro variables». En: *IERAL, Informe de coyuntura, Año 18*, Edición N° 524, 12/02/2009.

GARZÓN, Juan Manuel; FARRE, Carolina; ROSSETTI, Valentina. 2009. «Desafíos y cambios en la actividad agrícola frente al nuevo escenario». En: *IERAL, Revista Novedades Económicas, Año 31*, Edición N° 508, 5/01/2009.

IERAL. 2009. *Desafíos 2009 de la economía de Santa Fe*. Buenos Aires, febrero 2009.

IERAL. 2008a. «El ajuste que la economía argentina ya no podía evitar se complica por la caída de los precios de exportación». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Anual, Año 17*, Edición N° 515, 19/12/2008, pp. 2-7.

IERAL. 2008b. *Informe de Coyuntura Anual*, Foco 3, p. 17, 19/12/2008.

IERAL. 2008c. «De mantenerse los actuales precios de las materias primas, 2009 marcará una caída de 33% respecto del promedio 2008». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 514, 12/12/2008, pp. 2-4.

IERAL. 2008d. «Los precios de materias primas revierten a nivel de 2007 afectando las exportaciones y la recaudación por retenciones». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 511, 13/11/2008, pp. 1-4.

IERAL. 2008e. «Materias primas, China y Brasil, tres variables claves para las exportaciones argentinas». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 505, 16/10/2008, pp. 2-5.

IERAL. 2008f. «Tras la derogación de la 125, progresiva normalización de exportaciones agrícolas». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Mensual, Año 17*, Edición N° 496, 28/08/2008, pp. 6-9.

IERAL. 2008g. «La campaña agrícola 2008/2009, con menos márgenes y más interrogantes». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 495, 21/08/2008, pp. 6-11.

IERAL. 2008h. «En qué nivel aterrizarán los precios de las materias primas que exporta Argentina?». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 494, 14/08/2008, pp. 2-4.

IERAL. 2008i. «Sigue subiendo la presión tributaria, apoyada en retenciones, y también el gasto público, sesgado hacia los subsidios». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 486, 03/07/2008, pp. 1-6.

IERAL. 2008j. «El conflicto del campo: los datos que el Congreso debería tener en cuenta al tratar las retenciones». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 483, 19/06/2008, pp. 4-12.

IERAL. 2008k. *Foco*, 19/06/2008.

IERAL. 2008l. «Efectos de los derechos de exportación móviles». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Semanal, Año 17*, Edición N° 473, 15/05/2008, pp. 9-15.

IERAL. 2008m. «Con los actuales precios de las materias primas ya se tiene una suba promedio de 40% sobre 2007». En: *Informe de Coyuntura del IERAL, Año 17* Edición N° 467, 10/04/2008.

IERAL. 2008n. *Monitor fiscal* N° 8, 07/04/2008.

IERAL. 2008o. *Informe de Coyuntura, Foco 3*, p. 16, 13/03/2008.

IERAL. 2008p. «Baja de tasas en Estados Unidos: un instrumento poderoso, pero que a la vez implica reconocer la magnitud del problema». En: *Informe de Coyuntura, Edición Especial, Año 1*, Edición N° 457, 31/01/2008.

IERAL. 2008q. *Revista Novedades Económicas*, N° 451.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICAS Y CENSOS, INDEC. 2009a. *Informe de coyuntura de la industria de maquinaria agrícola*. Buenos Aires: INDEC.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICAS Y CENSOS, INDEC. 2009b. *Intercambio Comercial Argentino*, abril.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICAS Y CENSOS, INDEC. 2008. *Intercambio Comercial Argentino, datos provisionales del año 2007 y cifras estimadas del primer bimestre de 2008*. Buenos Aires: Ministerio de Economía y Producción, Secretaría de Política Económica, 27/03/2008.

INSTITUTO DE ESTUDIOS ECONÓMICOS-BOLSA DE CEREALES. 2009. *Indicadores de coyuntura agropecuaria*, ICA. Año V, N° 53 (abril).

INSTITUTO PARA EL DESARROLLO SOCIAL ARGENTINO, IDESA. 2008. «Detrás de las retenciones hay serios problemas de «caja»». *Informe Nacional N° 239*, 29/06/2008.

INSTITUTO PARA EL DESARROLLO SOCIAL ARGENTINO, IDESA, 31/03/2008.

LAMOTHE, Mario; LAZARTE, Horacio. 2009. «Comercio con China: el fin de una etapa de balance positivo». En: *Informe económico semanal*, 02/02/2009.

ROULET, Néstor Eduardo. 2009. *Pérdida de ingreso en el país por menor producción*. Buenos Aires: Instituto de Estudios Económicos/Sociedad Rural Argentina, Documento de CRA.

UNIÓN INDUSTRIAL ARGENTINA, UIA. 2009. *Actualidad del Comercio Exterior Argentina-Brasil*, N° 2. Buenos Aires: CEU (Centro de Estudios)-UIA.

VASCONCELOS, Jorge. 2009. «Campo: los precios volvieron a 2007 pero las políticas todavía refieren a 2008». En: *Revista Novedades Económicas, IERAL*, Año 31, Edición N° 509, 12/01/2009.

VASCONCELOS, Jorge. 2008a. «En un terreno minado, la clave es no cometer errores En: *Revista Novedades Económicas, IERAL*, Año 30, Edición N° 506, 29/12/2008.

VASCONCELOS, Jorge. 2008b. «Los tres nudos gordianos». En: *Revista Novedades Económicas, IERAL*, Año 30, Edición N° 452, 20/05/2008.

VASCONCELOS, Jorge. 2008c. «La Argentina, blindada por la soja, cuántos tiroteos podrá enfrentar ?». En: *Revista Novedades Económicas, IERAL*, Año 30, Edición N° 414, 14/01/2008.

ANNEXES

Annexe 1

Évolution des prix des grains et des intrants	
Prix interne des grains (FAS Rosario)	Mai-08/ Décembre-07
Blé	33,10%
Maïs	44,30%
Sorgho	34,70%
Soja	4,70%
Tournesol	2,20%
Prix des grossistes de biens de capital et de matières premières (INDEC)	Mai-08/ Décembre-07
Matériel agricole	5,90%
Engrais et fertilisants (N)	15,40%
Engrais et fertilisants (I)	73,30%
Pesticides (N)	6,20%
Pesticides (I)	8,90%
Prix des grossistes de biens de capital et de matières premières (RMA)	Mai-08/ Décembre-07
Urée Granulée	20,10%
Glyphosate	34,60%
Phosphate Diamonique (DAP)	68,10%
Cipermetrine 25%	-0,90%
Moissonneuse Don Roque RV 125	4,00%
Moissonneuse Claas 218	4,00%
Tracteur John Deere 140	5,10%

Source : IERAL, selon données de la Bolsa de Comercio de Cereales, de l'INDEC et de la Revista Márgenes Agropecuarios, 19/06/2008.

Annexe 2

Taxes sur les exportations (blé, maïs, soja)-Récapitulatif 1982/2008

Circulaire Nomenclature Commune MERCOSUR (N.C.M.)	Date	Blé	Maïs	Soja
		1001.10.90	1005.90.10	1201.00.90
Res. 8/82 ME	01/05/1982	25,0	25,0	25,0
Res. 7/83 ME	16/12/1983	18,0	25,0	
Ley 23.058	18/04/1983	(1)	(1)	(1)
Res. 389//84 ME	17/04/1984			
Res. 434//84 ME	30/05/1984			
Res. 606//84 ME	06/07/1984			
Res. 786//84 ME	29/08/1984			
Res. 606//84 ME	29/10/1984	24,0	31,0	31,0
Res. 1270//84 ME	07/12/1984	18,0		
	14/01/1985			
Res. 129/85 ME	08/02/1985		25,0	25,0
Res. 27/85 ME	04/03/1985		21,0	
Res. 475/85 ME	11/06/1985	26,5	29,0	32,5
Res. 998/85 ME	10/10/1985	15,0		
Res. 1329/85 ME	13/01/1986			
Res. 169/86 ME	22/02/1986		21,0	
Res. 254/86 ME	20/03/1986			27,0
Res. 813/86 ME	17/09/1986	5,0		
Res. 814/86 ME	01/12/1986		15,0	15,0
Res. 851/87 ME	01/12/1987	0,0		
Res. 851/87 ME	01/01/1988			
Res. 851/87 ME	15/02/1988		0,0	
Res. 851/87 ME	01/04/1988			21,0
Res. 553/89 ME	02/05/1989	20,0	20,0	31,0
Res. 713/89 ME	29/05/1989	30,0	30,0	41,0
Res. 102/89 ME	01/04/1989			20,0
Res. 99/89 ME a 103/89	01/08/1989			
	01/09/1989	29,0		
	01/10/1989	28,0		
	01/11/1989	26,0		
	01/12/1989	24,0		
	15/12/1989		12,0	20,0
	01/01/1990	22,0		
	01/02/1990	20,0		
	01/03/1990	18,0		
Res. 132/90 ME	15/03/1990	23,0	17,0	26,0
	01/04/1990	21,0		
	01/05/1990	19,0		
	01/06/1990	17,0		
	01/07/1990	15,0		
	12/11/1989	0,0		
Res. 1780/90 PEN	01/12/1990			
Res. 7/91 ME	01/01/1991		8,0	
Res. 20/91 ME	12/02/1991			13,0

Source : IERAL, Documento de trabajo N° 76, février 2009.

Notes:

1) 1,5 taxe affectée à l'INTA (Institut de Technologie Agricole).

2) A partir du 10/11/1992 : suppression taxe spécifique INTA.

3) Adoption Nomenclature Commune du Mercosur ; taxes appliquées aux exportations extra-Mercosur :

· Taux variables ; pour l'huile de soja et de tournesol, 4 points en dessous de celui sur le grain ; farine et pellets de soja 3 points en dessous et pellets/farine de tournesol 2 points en dessous.

· Huile et farine et/ou pellets des oléagineux, soja et tournesol, 4 points en dessous du grain.

(x) Modifie la circulaire N° 125 selon un barème FOB.

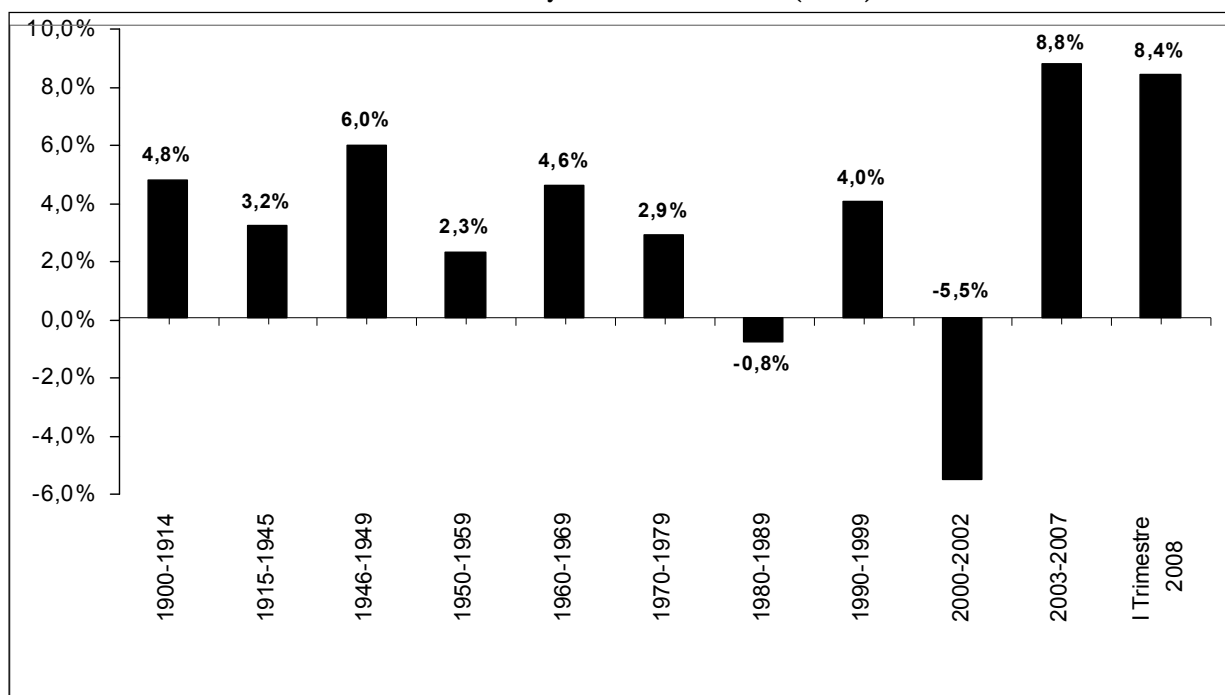
Annexe 3

Prix des matières premières (Dollars par tonne/baril)								
Année	Blé		Maïs		Soja		Pétrole	
	U\$S	Var. %	U\$S	Var. %	U\$S	Var. %	U\$S	Var. %
2005	133	-5,00	91	-13,00	231	-14,00	56	36,00
2006	171	29,00	126	38,00	234	1,00	66	17,00
2007	235	37,00	160	28,00	317	35,00	72	9,00
2008	301	28,00	206	29,00	454	43,00	100	38,00
Janv.-08	314	64,00	201	13,00	472	72,00	93	71,00
Fév.-08	345	91,00	217	30,00	515	73,00	95	61,00
Mars-08	347	85,00	217	35,00	514	88,00	106	74,00
Avril-08	372	81,00	225	50,00	464	78,00	113	76,00
Mars-08	353	68,00	213	42,00	463	72,00	125	98,00
Juin-08	356	58,00	260	65,00	531	89,00	134	98,00
Juillet-08	331	40,00	245	71,00	548	89,00	133	80,00
Août-08	304	22,00	218	40,00	474	55,00	117	61,00
Sept.-08	282	6,00	205	22,00	445	27,00	104	30,00
Oct.-08	233	-15,00	170	1,00	362	2,00	77	-11,00
Nov.-08	188	-36,00	155	-7,00	252	-13,00	57	-39,00
Déc.-08	187	-36,00	149	-6,00	310	-29,00	43	-53,00

Source : Econometrica N° 38, Décembre 2008, selon données de Bloomberg et du Mecon.

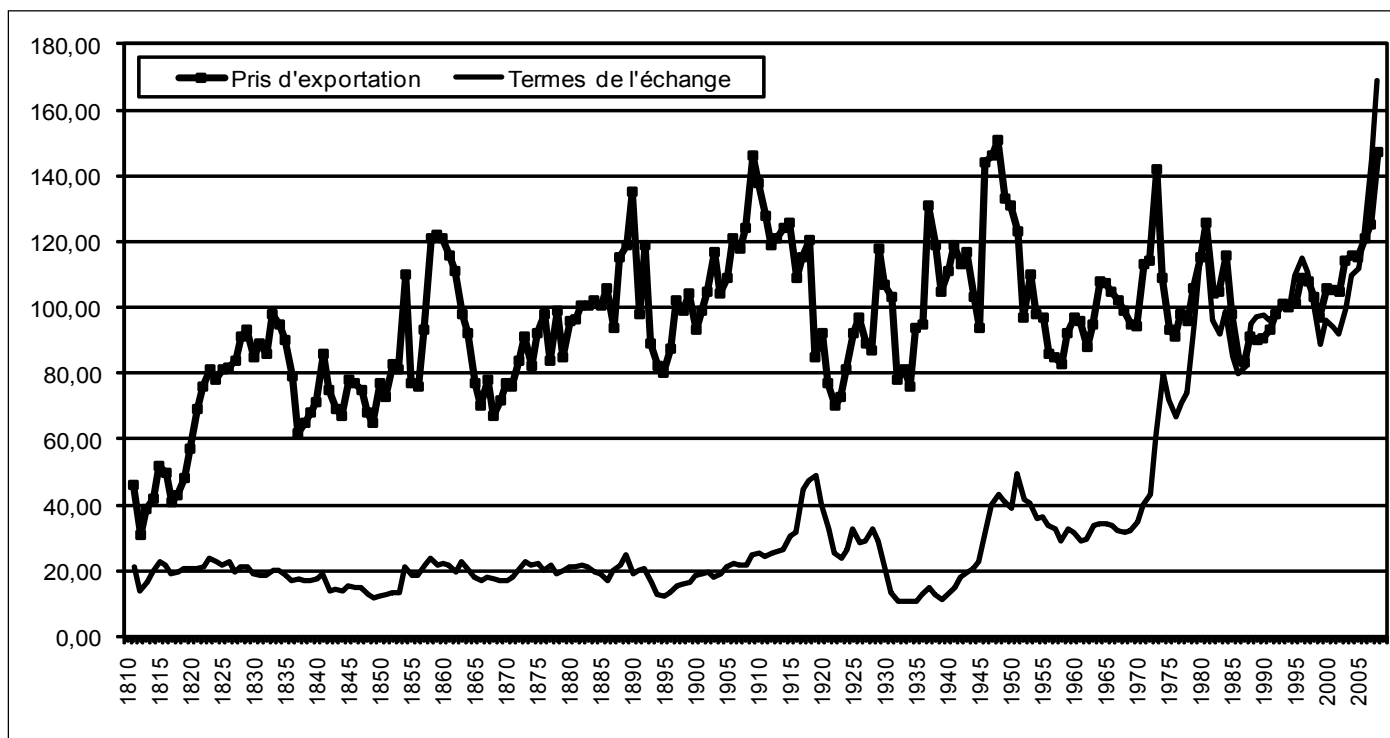
Annexe 4

Croissance moyen annuel du PIB (en %)



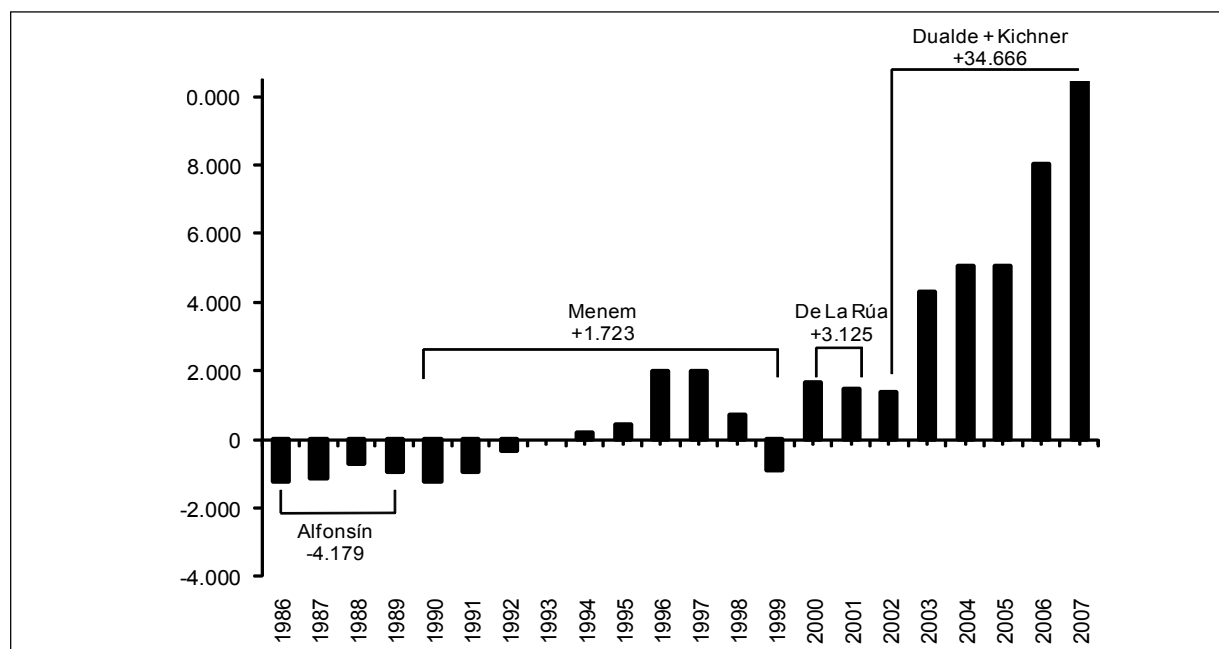
Source : Econometrica, selon données de la CEPAL, de la BCRA et du Mecon, Juin 2008.

Annexe 5 Termes de l'échange et prix à l'exportation (1993 = 100)



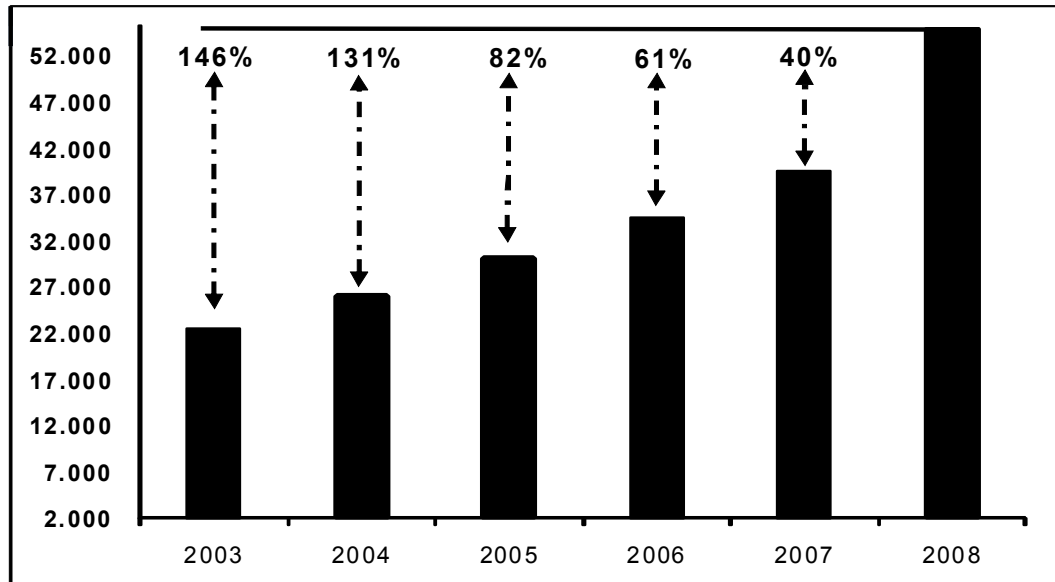
Source : Source : Econometrica, selon données de l'INDEC et «Informe de Inflación-Segundo trimestre 2008», BCRA, p. 46, Juin 2008.

Annexe 6 Manque à gagner et gains selon les termes de l'échange (en millions de dollars)



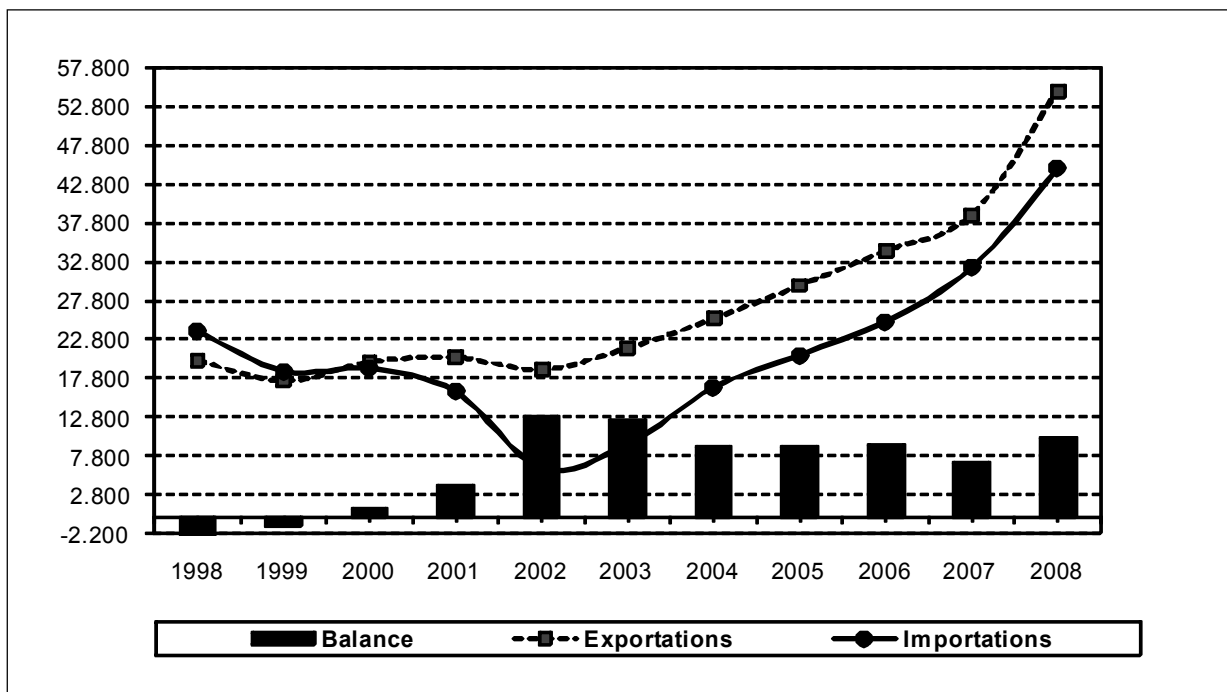
Source : Econometrica selon données de la CEPAL, de la BCRA et du Mecon, Juin 2008.

Annexe 7
Exportations Argentines (2003-2008)
 (trois premiers trimestres de chaque année-en millions de dollars)



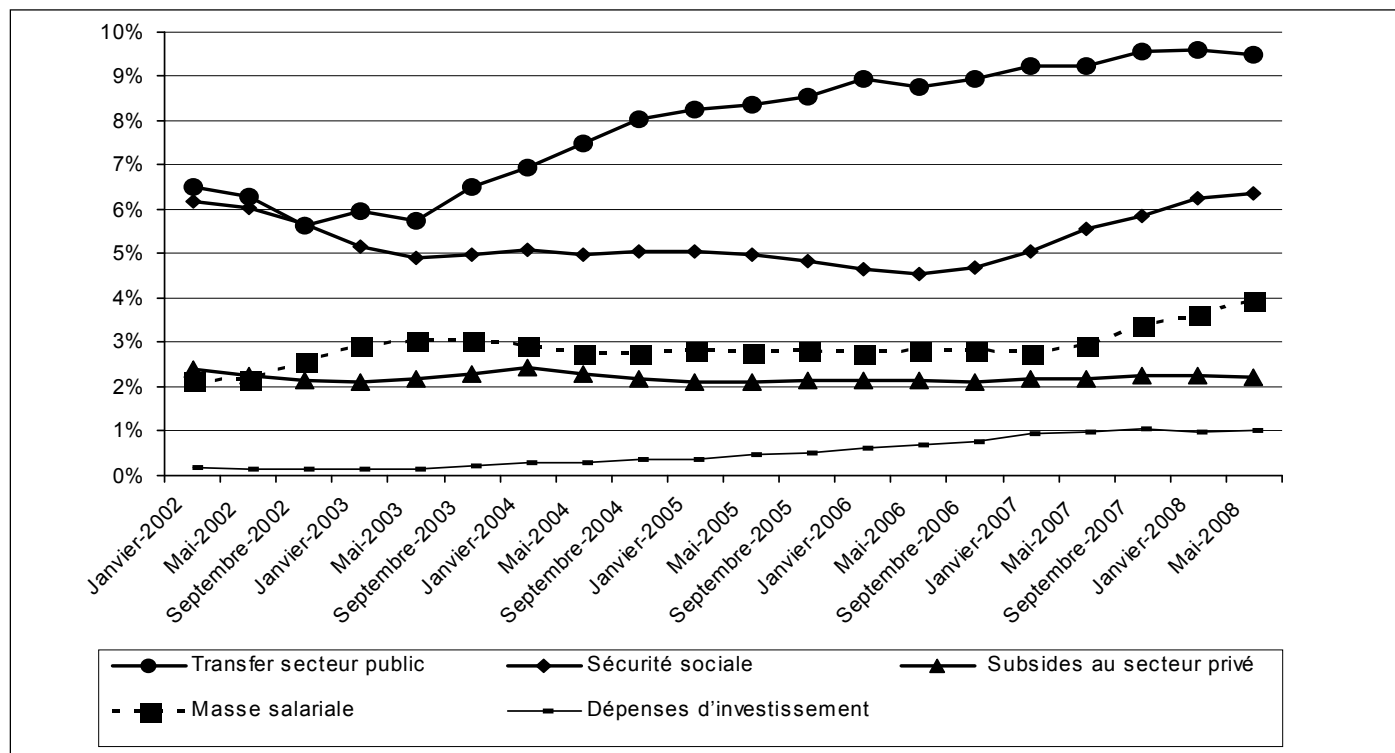
Source : CEP (Centre de Estudios para la Producción), Monitoreo del comercio exterior argentino, selon données de l'INDEC (2008).

Annexe 8
Balance commerciale de l'Argentine, 1998-2008
 (trois premiers trimestres de chaque année-en millions de dollars)



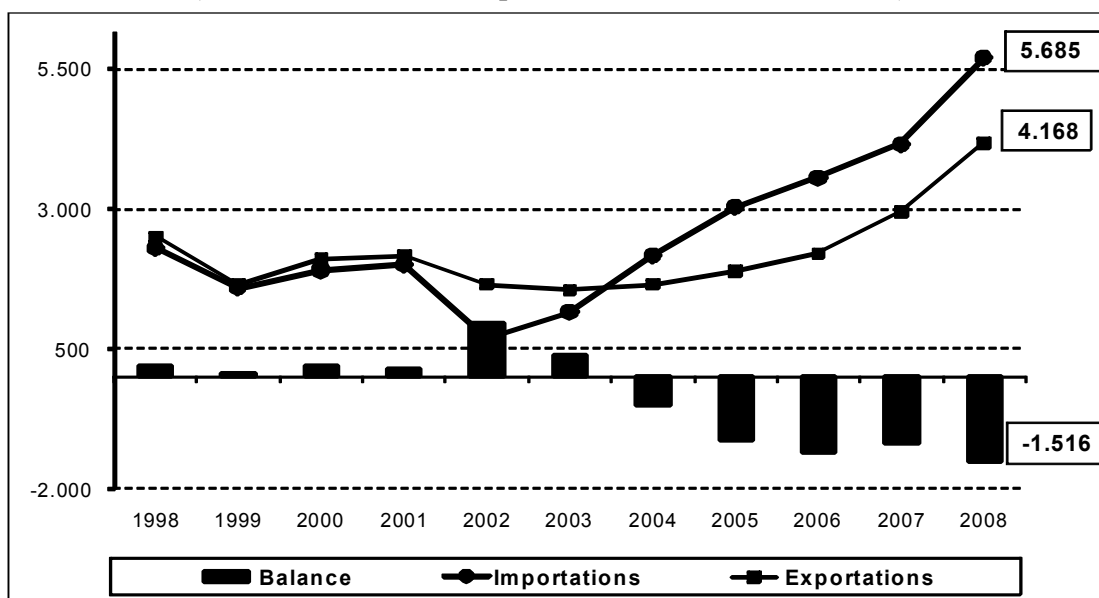
Source : CEP, Monitoreo del comercio exterior argentino, selon données de l'INDEC (2008).

Annexe 9
Dépenses de l'Administration Centrale
 (hors intérêts de la dette, cumulées sur 12 mois-en % du PIB)



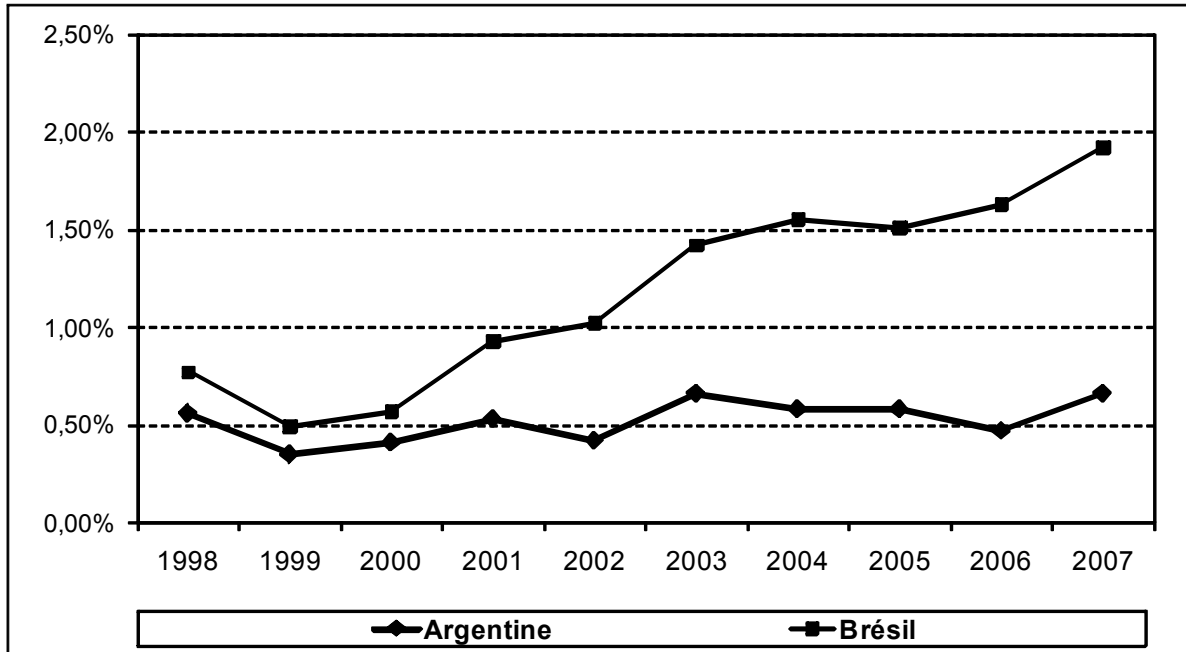
Source : IERAL, 03/07/2008.

Annexe 10
Balance commerciale Argentine-Brésil, 1998-2008
 (premiers 4 mois de chaque année-en millions de dollars)



Source : CEP, Comercio bilateral Argentina-Brasil, enero-abril 2008.

Annexe 11
Participation de l'Argentine et du Brésil dans les importations de la Chine, 1998-2007



Source : CEP, selon données d'UNCOMTRADE. Comercio bilateral Argentina-China, 2007.